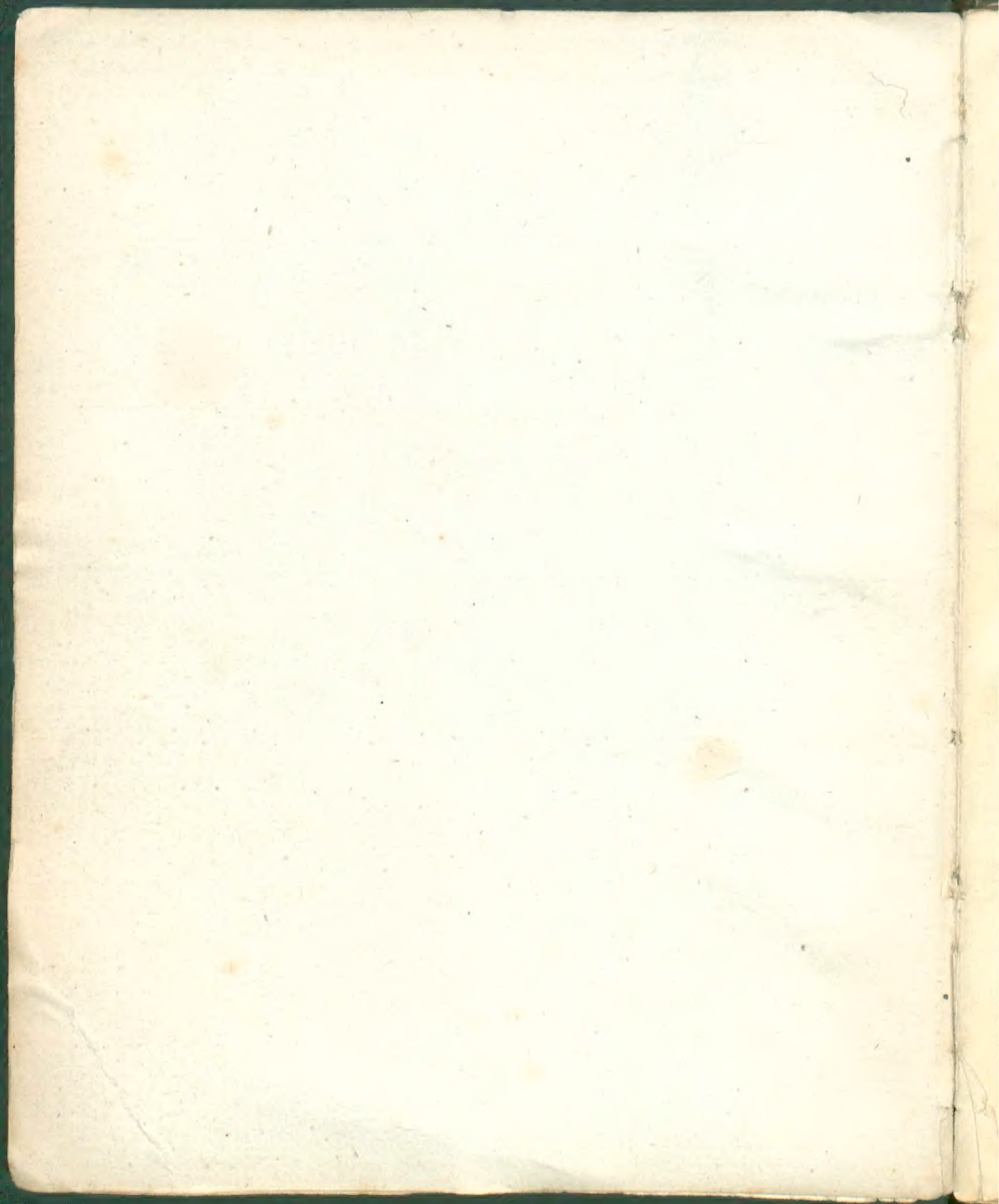


Observations  
sur la Déclaration  
de l'Empereur de Russie  
du 7 novembre 1807





Observations  
Sur la déclaration  
de S. M. l'Empereur de Russie  
du 7 Novembre 1807

Écrites au Mois  
de Décembre 1807.





# Contenda.

## Introduction . . . . . p. I = XII

Observ. I. Sur la part qu'a eue l'intérêt de l'Angleterre aux dernières guerres continentales . p. 1 = 7

Observ. II Sur la prétendue inaction de l'Angleterre pendant les guerres du continent . . . . . p. 8 = 27

Observ. III Sur l'expédition de Buenos Ayres . . . . . p. 27 = 38

Observ. IV Sur l'expédition d'Egypte . . . . . p. 36 = 43

Observ. V Sur les prétendues violations exercées par l'Angleterre contre le commerce Russe . p. 42 = 47

Observ. VI Revue générale entre la conduite du Gouvernement Anglois envers la Russie et celle de la Russie envers l'Angleterre . . . . . p. 47 = 76

Observ. VII Des motifs qui ont déterminé le Gouvernement Anglois à l'expédition de Copenhague . . . . . p. 76 = 91

Observ. VIII Du principe de l'expédition de Copenhague <sup>de l'effet</sup> qu'elle a produit sur l'opinion publique et de la conduite du Cabinet de Russie par rapport à cet événement . . . . . p. 91 = 132

Observ. IX Sur la prétention de la Russie de considérer la Mer Baltique comme une mer fermée . . . . p. 132 = 139

Observ. X. Sur le refus des propositions de médiation que l'Angle-  
terre avoit faites à la Russie . . . . . p. 189-190

Observ. XI. Sur le Résumé et le caractère général du Manifeste  
de la Russie . . . . . p. 191-194

Observ. XII. Sur la Déclaration, qui a abolié tous les traités subsistans  
entre la Russie et l'Angleterre et notamment la convention de 1801. p. 195-184

Observ. XIII. Sur le rétablissement des principes de la neutralité —  
armée . . . . . p. 184-214

Observ. XIV. De la satisfaction demandée pour les sujets Russes . . p. 214- —

Observ. XV. De la satisfaction demandée pour le Danemarck . . . p. 215-220

Observ. XVI. Comment le Manifeste de la Russie a facilité la  
paix entre l'Angleterre et la France . . . . . p. 220-242

### Supplément.

Observations sur la Contre-Déclaration de Sa<sup>te</sup> Majesté Brit<sup>annique</sup>  
tannique . . . . . p. 242-266

Observations sur les notes du Moniteur ajoutées à cette  
contre-Déclaration . . . . . p. 266- —

---



En rédigeant les observations sui-  
 vantes sur la déclaration de la Russie  
 contre le Gouvernement Anglois, nous avons  
 voulu fixer l'attention d'un petit nombre de  
 personnes éclairées sur les passages les plus  
 marquans de cette pièce, et sur les princi-  
 paux argumens, par lesquels ils doivent  
 être combattus. Nous n'avons pas la pré-  
 tention de dire ce que ces personnes n'eus-  
 sent mieux pensé ou senti elles mêmes,  
 mais dans un tems d'agitation et de dégoût

où l'esprit fatigué répugne quelque-  
fois au travail D'une analyse appro-  
fondie, il pourroit y avoir une espèce  
de mérite à réunir dans quelques cadres  
faciles-à-saisir ce qui peut abréger  
et simplifier ce travail.

Ces observations n'étant écrites  
que pour un cercle extrêmement res-  
serré, on nous pardonnera le peu de  
ménagement avec lequel nous nous  
sommes exprimés dans certains endroits  
sur les auteurs de l'ouvrage critiqué.  
Si elles avoient été destinées pour le  
public, nous aurions eu devoir redoubler



4 ~~ME~~  
De soin, pour leur ôter ce ton d'amertume dans lequel on tombe souvent malgré soi, lorsque' on voit les plus grands intérêts de l'humanité, livrés, entre les mains de l'ineptie, à un sort, que les derniers raffinemens de la scélératesse n'auroient pas pu rendre plus cruel. — Ce n'est point pour la triste satisfaction, d'exercer quelques débris de talent sur les fautes et les égaremens des contemporains, ce n'est point pour le plaisir malin, de dévoiler la faiblesse radicale d'un des premiers Gouvernemens de l'Europe, c'est

avec un coeur navré de douleur, que nous nous sommes portés à cette critique.

Il est impossible de ne pas ren-  
dre justice aux vertus et aux belles  
qualités, par lesquelles l'Empereur de  
Russie avoit obtenu les suffrages de  
l'Univers. Depuis plusieurs années  
la saine partie de l'Europe le regarde  
doit comme son ange tutélaire, comme  
le dernier appui de son indépendance,  
comme celui qui au défaut même des  
moyens nécessaires pour opérer un ré-  
tablissement absolu, tempérerait toujours  
et adoucirait à un certain point les



maux de la plus honteuse servitude,  
 S'intention en étoit ouïement dans son  
 ame ; et même après tout ce qui vient  
 d'arriver, il est permis, il est juste de  
 croire que là au-moins elle s'est conser-  
 vée intacte. — Ce n'est donc point à sa  
 personne sacrée, c'est à ceux qui nous  
 parlent en son nom, que doit s'appli-  
 quer la plus grande partie de ce qu'on  
 va lire.

Mais un concours de circonstances  
 déplorable, après avoir frustré ce Souve-  
 rain de la gloire qui lui paroissoit desti-  
 née, a fini par associer son nom à un

nouveau déluge de malheurs. Un mou-  
 vement mal placé de confiance, d'enthou-  
 siasme et de philanthropie l'a entraîné  
 dans l'embuscade de Tilsit. La chute  
 étoit affreuse : on peut dire mortelle.  
 Si cependant il existoit encore une  
 chance de s'en relever tôt ou tard, elle  
 ne se trouvoit que dans un honorable  
 retour aux principes si brusquement aban-  
 donnés, et dans le choix de tout ce que  
 l'Empire de Russie pourroit offrir de  
 plus éminent, de plus vigoureux, de plus  
 profond, pour en composer exclusivement  
 les conseils. Au lieu de s'en remettre



à cette marche, l'Empereur a eu le  
 malheur de prendre pour guide et pour  
 fanal — celui qui l'avoit précipité  
 dans l'abîme, bien moins par ses vic-  
 toires, que par ses artifices; de croire,  
 qu'il sortirait de son embarras, en  
 renforçant ce qui l'avoit fait naître;  
 et de s'entourer de quelques-uns de  
 ces hommes qui se croient à la hau-  
 leur de la crise, en nageant avec  
 le torrent, en se prosternant devant  
 l'idole du jour, et en puisant leur sa-  
 gesse dans le Moniteur. L'exacti-  
 tude de ce lugubre tableau est prouvée

par tout ce que nous avons vu depuis  
six mois, mais plus que par toute  
autre chose par le manifeste, que  
nous allons analyser.

Une démarche plus contraire  
à son but, plus contraire au moins à  
tout principe raisonnable, qu'on puisse  
supposer à ceux qui l'ont faite, seroit  
difficile à imaginer. Leur motif ne  
pourroit être que d'assurer et d'accé-  
lérer la paix générale. Mais si ce  
manifeste à un sens réel, si les Mi-  
nistres qui l'ont publié, n'ont pas  
voulu se moquer du public, et faire

jouer une farce à leur Souverain,  
 il est clair, qu'il ne sauroit aboutir  
 qu'à l'un ou l'autre de ces deux ré-  
 sultats: Ou au succès final du plan  
 formé par Bonaparte pour l'humili-  
 ation et la destruction de l'Angle-  
 terre — ou à une prolongation indé-  
 finie et incalculable de la guerre.  
 Or tout ce qu'il peut y avoir encore  
 de désolant et de redoutable pour  
 la Russie est renfermé dans cette  
 alternative.

La rédaction de cet incroyable  
 Manifeste répond parfaitement à



l'esprit dans lequel il a été conçu.  
 Jamais une plus mauvaise cause n'a  
 été plus mal adroitement plaidée. Les  
 principes, les argumens, le ton, le  
 style, tout est frappé au même coin,  
 et trahit la même origine. La  
 pièce est même si peu de chose sans  
 tous ces rapports que nous aurions  
 abandonné l'idée de la discuter et  
 de la réfuter en-détail, si une con-  
 sidération de la plus haute impor-  
 tance ne nous avoit pas ramenés  
 à cette tâche. Comme acte-d'accu-  
 sation contre le Gouvernement Anglois,

cette déclaration, quelque faible qu'elle  
soit, est de niveau avec tout ce qui a été  
produit dans ce genre, de plus fort, de  
plus juste, et de plus concluant. En  
défendant l'Angleterre contre la Russie,  
nous la défendons donc en même temps contre  
ces flots d'impudentes diatribes, qui inondent  
le Continent de toutes parts. Nous ne  
pourrions pas, sans doute, nourrir le projet  
d'épuiser dans quelques notes détachées, un  
texte aussi riche que celui-là; un volume  
n'y suffiroit point. Nous ne nous serions  
pas flattés non plus de lutter avec quelque  
succès contre le délire, qui s'est emparé de

toutes les têtes. Mais aussi ni l'un ni  
 l'autre n'étoit notre objet. Nous nous  
 adressons à une élite de lecteurs. D'accord  
 avec nous sur les bases fondamentales  
 de la discussion, et nous ne prétendons  
 que leur fournir des données, pour appli-  
 quer leurs principes établis à quelques-  
 uns des phénomènes les plus récents.  
 C'est sous ce point-de-vue là que  
 doivent être envisagées ces feuilles.



“ Deux fois l'Empereur a pris  
 “ les armes dans une cause, où l'intérêt  
 “ le plus direct étoit celui de l'Angleterre.”

Il seroit fort inutile de prouver, que  
 dans les guerres que l'on a faites à la  
 France, l'intérêt du Continent étoit  
 pour le moins aussi direct, que celui  
 du Gouvernement Anglois ; S'il y avoit  
 encore quelque doute sur une vérité aussi  
 si incontestable, l'état actuel du Conti-  
 nent

le feroit cesser d'une manière péremptoire.  
Mais cette discussion des intérêts reciproques  
ayant été malheureusement interrompue il pourroit  
être curieux d'examiner, pour combien  
l'intérêt de l'Angleterre a influé sur  
les déterminations de l'Empereur de Rus-  
sie dans les deux guerres auxquelles ce  
Souverain a pris part.

Les événemens qui ont amené la  
guerre de 1805, les négociations qui l'ont  
précédée, les conventions qui l'ont pré-  
parée, les objets que l'on avoit en vue,  
le langage qui fut tenu par les puissances,  
ces — tout indique que, si l'intérêt

10  
De l'Angleterre a joué alors un rôle quel-  
conque. Dans les conseils de l'Empereur  
de Russie, c'étoit à-coup-sur un rôle  
bien subalterne. On s'écartera même  
pu de la vérité, en disant, que la coali-  
tion de 1805 a été formée plutôt pour  
toute autre chose, que pour l'avantage  
du Gouvernement Britannique. L'article  
additionnel du traité de Petersbourg du  
22 Avril 1805, arrêtant " que, quand même  
la Russie auroit jugé convenable de déclai-  
rer, que le mouvement de ses troupes  
ne se rapporte à aucun concert formé  
avec Sa Majesté Britannique, les enga-  
gements



8.  
"Du traité" n'en seroient pas moins obliga-  
toires &c. &c." — clause sans exemple  
dans l'histoire des transactions diplomatiques, —  
nous fournit le commentaire le plus clair sur  
la nature & le sens de la coalition, relative-  
ment au Gouvernement Anglois. La con-  
duite subséquente des Alliés a bien répondu  
à cette clause. Jamais ni la Russie, ni  
l'Autriche n'ont tant fait que d'avouer  
seulement les rapports dans lesquels elles  
se trouvoient avec l'Angleterre; jamais  
celle-ci n'a été nommée lorsqu'il a été  
question d'Alliés; on a fait la guerre  
& la paix sans avoir l'air de se souvenir

de son existence. — Est-il juste de prétendre  
aujourd'hui que c'étoit là "prendre les armes  
dans une cause", principalement la sienne ?"

Ce ne fût pas certainement non plus,  
pour embrasser les intérêts de l'Angleterre,  
que l'Empereur de Russie entreprit la  
guerre de 1806. Il s'y engagea pour as-  
sister la Prusse, pour la sauver d'une destruc-  
tion totale, pour couvrir enfin ses propres  
frontières, & défendre ses propres foyers,  
directement menacés par les armées victori-  
euses de Bonaparte. Quant au Souver-  
nement Anglois, il étoit tellement étran-  
ger à l'origine de cette guerre désastreu-

9  
dont personne ne l'avoit jamais prévenu,  
que le Ministre qu'il envoya sur le Conti-  
nent, pour terminer celle, dans laquelle  
il se trouvoit lui-même avec la Prusse,  
n'arriva au quartier général que la veille  
de la Bataille de Jena, et que, sans exagé-  
ration, la Prusse avoit cessé d'exister  
comme puissance, avant que les Ministres  
Anglois eussent eu, ni tems ni moyens,  
pour s'instruire des causes de cette cata-  
strophe! — Ce seroit singulièrement abuser  
des mots, que de dire, que ce fut là une  
guerre, où l'intérêt le plus direct se  
trouvoit du côté de l'Angleterre!



127

Soin de nous de vouloir insinuer par  
ces observations, que l'Angleterre n'étoit pas  
puissamment intéressée à la marche des af-  
faires continentales, que les succès ou les malheurs de  
l'Autriche, de la Russie, ou de la Prusse  
n'étoient pas bien strictement les siens.  
La cause étoit commune; l'intérêt étoit  
commun; & jamais question aussi ingrate  
& aussi déplacée, que celle de savoir, le  
quel, du Continent ou de l'Angleterre,  
avoit le plus à gagner ou à perdre, ne  
nous auroit occupés un instant, si on  
n'avoit pas jugé à-propos de l'agiter  
dans cette déclaration.

## II.

" Il a sollicité en-vain, qu'elle coopérât  
 " au gré de son propre intérêt ; Il ne lui  
 " demandoit pas de joindre ses troupes aux  
 " Siennes ; Il désiroit qu'elle fit une di-  
 " version ; Il s'étonnoit de ce que dans sa  
 " propre cause elle n'agissoit pas de son  
 " côté . Mais froide spectatrice &c. &c."

Avant d'en venir aux griefs parti-  
 culiers qui suivent cette accusation géné-  
 rale , il faut dire quelques mots sur  
 un objet , dont l'exposition complète  
 exigeroit les plus grands développemens.

L'Angleterre , en employant contre

13 7  
la France sa vaste supériorité maritime, en  
détruisant ses vaisseaux & son commerce, en  
s'emparant ou en l'excluant de ses colonies,  
en lui faisant sentir dans chaque moment les  
embarras & le fardeau d'une guerre, laquelle,  
du côté du Continent, ne lui offroit que gloire  
& butin; a fait plus de mal à l'ennemi, &  
a bien plus essentiellement servi l'intérêt  
général, qu'elle n'aurait pu le faire par  
aucune expédition continentale. Si l'Angle-  
terre s'en étoit constamment tenue à ce seul  
genre d'hostilités conforme à sa situation  
& à ses moyens, si elle n'en avoit pas  
été trop souvent détournée par des projets



18  
D'un tout autre ressort, par des diversions  
fausses & inutiles, elle seroit parvenue à  
établir dans d'autres parties du monde, un  
contrepois au pouvoir colossal, que la France  
avoit acquis dans la nôtre; & c'est dans ce  
sens là que l'on peut dire, que l'équilibre  
& l'indépendance de l'Europe auroient pu  
être plus efficacement défendues sur les  
rivers du La Plata, que dans les champs  
de Jena ou de Pultusk. — Mais ces  
idées, il faut bien en convenir, sont à une  
trop grande distance des vues étroites &  
mesquines qui ont dirigé la marche des

14  
Cabinets. Nous les abandonnons à la méditation de ce qui se trouvera encore de vrais hommes d'état, cachés dans quelque coin de la terre. Nous envisageons ici les reproches adressés à l'Angleterre sous un point de vue moins élevé; nous les prendrons tels qu'on les présente; & en plaçant d'après les principes les plus communs, nous verrons, si l'Angleterre est coupable dans le sens même de son accusateur.

Distinguons les deux époques, auxquelles peuvent se référer ces reproches.

En 1805 la campagne continentale commence dans les premiers jours d'Octobre.

84  
L'Angleterre a envoyé des troupes sur deux  
différens points du Continent ; 16 à 18,000  
hommes au Nord de l'Allemagne, la  
moitié de ce nombre, ou quelque-chose  
de plus à Naples. On nous dispensera  
d'examiner, si ces points étoient bien ou  
mal-choisis, si les opérations, auxquelles  
devoient concourir ces troupes, étoient bien  
ou mal-combinées. Ce n'est pas à Londres,  
c'est à St Pétersbourg & à Vienne que les  
plans militaires ont été formés. Il  
suffit de savoir que l'Angleterre a fait  
ce qu'on lui demandoit. Ses forces sont  
arrivées à Naples au moment de l'ouver-  
ture.

45  
de la campagne. Elles sont arrivées en  
Allemagne aussi-tôt que l'on a pu compter  
assez sur la bonne volonté du Roi de Prusse,  
pour s'y permettre un débarquement. Ce  
n'est que depuis le 7 Octobre, que se sont  
présentés les premiers symptômes d'un  
changement de système en Prusse; ce  
n'est que le 9 Novembre, que le Roi  
a paru se prononcer en faveur des Alliés;  
& le 10 du même mois le Corps Anglois  
sous les ordres du Général D'An étoit ren-  
du à Stade. — Si la guerre de 1805  
a absolument manqué son objet, si le  
premier acte de la campagne a fini



huit jours après l'ouverture, si plus tard  
l'Empereur de Russie a dû devoir s'engager  
avec l'ennemi, sans attendre ni les armées  
de la Prusse, sur lesquelles Il comptoit  
avec raison, ni celle de l'Archiduc  
Charles, qui traversoit alors la Hongrie,  
pour gagner le théâtre de la guerre,  
si après cette funeste journée d'Austerlitz,  
Il a précipitamment retiré ses troupes,  
& consenti à un armistice général, triste  
avant-coureur de la paix de Presbourg;  
si du champ de bataille même Il a  
envoyé l'ordre à ses troupes de quitter  
le Royaume de Naples, si après tant

De déplorables évènements, la Prusse  
 ayant subitement repris ses anciens rap-  
 ports avec la France, toute opération  
 dans le Nord de l'Allemagne est de-  
 venue également impossible. — est ce  
 donc au Gouvernement Anglois à répon-  
 dre de tous ces malheurs ?

Passons à la campagne de 1806. —  
 Pour qu'une diversion continentale, exé-  
 cutée par les forces Angloises eut pu  
 produire le moindre effet réel, il étoit  
 de toute nécessité, qu'elle fut soigneu-  
 sement concertée avec les autres puissances,  
 & dans un parfait accord avec leurs

12  
mouvements. Le Gouvernement Anglois ne  
pouvoit guères employer plus de 25 ou 30,000  
hommes à-la-fois pour une entreprise  
pareille; ceux qui savent ce que c'est,  
qu'une expédition maritime, en convien-  
nent sans difficulté. Mais 25 ou 30,000  
Anglois jetés sur un point éloigné de  
celui des opérations principales (en Hol-  
lande par exemple, comme on l'a si  
souvent demandé) Dans une époque, où  
l'Allemagne toute entière à l'exception  
du territoire Autrichien, étoit déjà au  
pouvoir de la France, n'auroient  
certainement rien effectué; en leur suppo-  
sant

17  
même quelques succès, incapables d'en con-  
solider le fruit, ou de former un établis-  
sement durable, entourés d'ennemis de  
toutes parts, séparés des forces de leurs  
Alliés par une vaste étendue de pays, ils  
auraient infailliblement fini par ajouter  
un désastre de plus à tant d'autres, qui  
désoloient l'Europe. Pour remplir un  
but raisonnable, l'expédition des Anglois devoit  
directement entrer dans le plan général de la  
campagne. — Mais quel étoit ce  
plan général? Personne n'avoit  
eu le temps d'y songer. Depuis l'affreuse  
déroute, qui avoit anéanti l'armée Prus-  
sienne,



10 18.  
les malheurs de toute espèce se succédoient  
avec tant de rapidité, & les moyens de  
résistance étoient si peu proportionnés au  
besoin, que les Français avoient déjà passé  
la Vistule, lorsqu'on commença sérieuse-  
ment à s'opposer à leurs progrès. Ce  
n'est qu'après la bataille d'Eylau, qu'il  
fut possible de s'occuper de quelque chose  
qui ressemblât à une combinaison militaire,  
& ce n'est certainement pas avant cette  
époque, que l'on eut pu proposer au  
Gouvernement Anglois un concert de  
mesures quelconque. Le projet de  
rassembler des forces entre l'Elbe & l'Oder

15 74  
pour mettre l'ennemi entre deux feux,  
est même d'une date beaucoup plus  
récente ; il n'en fut pas question avant  
la fin d'Avril, tandis que l'étrange  
stagnation, qui succéda à la bataille  
d'Eylau, & une quantité d'autres  
circonstances, que nous ne voulons  
pas reproduire ici, mais que les contempo-  
rains tant soit peu instruits auront  
bien présentes à leur mémoire, devoient  
jeter le Gouvernement Anglois dans la  
plus cruelle incertitude sur le sort futur  
de cette guerre. — Enfin, on fixa  
Stralsund comme point central d'une

1712  
opération à laquelle les Anglois devoient  
concourir ; & ce n'est proprement qu'à  
dater de cette époque, qu'on a le droit  
de compter avec eux. Stralsund étoit  
libre depuis le 1<sup>er</sup> Avril ; mais l'écue  
imprévue qu'essuyèrent les troupes Sué-  
doises après quelques succès passagers,  
engagea le Général Epsen à signer le  
18<sup>e</sup> du même mois un armistice par  
lequel la Poméranie Suédoise fut  
rendue pour un tems indéfini inacces-  
sible aux troupes étrangères. Ce  
malheureux incident ne pourroit que  
retarder de beaucoup le départ de

l'expédition Anglaise ; cependant elle fut vite  
pour l'isle de Rugen, & y arriva peu de temps  
après le corps du Général Blücher. La  
saison étoit si peu avancée, que si le plan  
général avoit été bien combiné (question  
étrangère à cette discussion) & si tout le  
monde avoit fait son devoir, il n'étoit nullement  
trop tard, pour entamer les plus grandes entre-  
prises.

En attendant l'Armée principale, après  
avoir donné à l'ennemi trois mois pour ren-  
forcer la sienne, pour en former même une  
nouvelle sur les bords de l'Elbe, avoit été  
témoin (nous ne disons pas "froide spectatrice",



pour ne point nous approprier les termes de coup  
(dont nous relevons l'injustice) témoin de la  
chute de Dantzig ; événement d'autant plus  
cruel, qu'il réduisoit considérablement la chance  
de quelque opération simultanée avec les troupes  
de la Poméranie. — Tout-à-coup dans les  
premiers jours de Juin, les Russes attaquent  
sur toute la ligne ; ils battent, ils sont  
battus ; ils abandonnent, par nécessité ou  
par choix, une position importante après  
l'autre ; on croit, que c'est pour concentrer  
leurs forces & frapper quelque coup décisif ;  
la sanglante journée de Friedland, quelque  
peu satisfaisante qu'en fut l'issue, entraînant

20  
encore l'illusion générale ; l'armistice même  
du 20 Juin ne peut pas la détruire tout à fait.  
Mais peu de jours après cet armistice, Sa  
Majesté l'Empereur de Russie se porte à des  
entrevues, à des explications confidentielles ;  
à l'instant la guerre la plus acharnée est  
remplacée par le rapprochement le plus  
cordial ; toutes les difficultés s'applanissent,  
la Russie et la France ne paroissent plus  
reconnoître qu'un seul et même intérêt ;  
la paix de Tilsit est signée. — On  
rappelle le Corps de Blücher ; le Roi  
de Suède expose tout seul à l'orage,  
est obligé de quitter la Poméranie, que

ni lui, ni les Anglois pourroient défendre  
contre toutes les forces de Bonaparte, vaincu  
enfin par ses propres victoires, et par le  
consentement exprès ou tacite de toutes les  
puissances, l'arbitre suprême du Continent.

Sous quel rapport donc, ou sous quel  
prétexte plausible peut-on imputer au  
Gouvernement Anglois le blâme d'un  
dénouement pareil ? — Ces tristes  
dénouciations générales, par lesquelles,  
sans rien spécifier, sans fournir la  
moindre donnée positive, on traîne les  
Souverains réfractaires devant le pré-  
tendu tribunal d'un public, abusivement

incompetent pour les juger, paroissoient réservées  
 jusqu'ici à l'industrie meurtrière du Moniteur.  
 Mais lorsqu'un Gouvernement respectable se  
 constitue accusateur d'un ~~autre~~ <sup>autre</sup> ancien  
 Allié & Ami, on s'attend au moins à un  
 autre genre d'attaque. On veut savoir,  
 en quoi consiste proprement le crime, à  
 quelles époques, dans quelles circonstances  
 l'accusé a manqué à son devoir, quelles  
sont les diversions qu'on lui a propo-  
 sées, & qui ont été refusées de sa part,  
quelles sont les opérations, qu'il a fait  
 échouer par son indifférence, par sa né-  
 gligence, ou par sa lenteur. — Les



causes de l'issue fatale de la campagne de 1804  
sont déjà si généralement connues, qu'il  
faudroit plus qu'un courage ordinaire pour  
soutenir, par la voie des argumens ( bien  
différente<sup>te</sup> de celle des déclamations ban-  
nales ) que les Anglois auroient pu en  
changer le résultat. Aussitôt qu'on  
leur a réellement demandé des troupes,  
ils les ont rassemblées & expédiées ;  
aussi-tôt qu'on a pu leur assigner un  
point-de-réunion, ils s'y sont portés.  
Mais quand l'armée principale ne peut  
ni gagner du terrain, ni conserver celui  
qu'elle occupe, quand ensuite le Chef

De la ligue, au moment, où l'univers est  
rempli de l'attente des plus vastes entre-  
prises, se décide brusquement à la paix  
— est-ce à un corps de troupes alliées,  
enfermé dans un coin de la terre, à arrêter  
la catastrophe finale ?

### III.

"Mais froide spectatrice ex. etc. — elle  
enverrait des troupes attaquer Buonas Ayres."

Nous voilà sortis du cercle des accu-  
sations vagues, pour arriver aux griefs  
positifs. Le premier qui s'offre à nos  
regards, est — l'expédition de Buonas  
Ayres.

28  
Pour juger de quel droit la Russie se plaint  
de cette expédition, il faut en rappeler les  
principaux faits. — Buenos Ayres fut  
pris le 2 Juillet 1806 par le Général Beresford, & Sir Home Popham, avec une force  
de seize-cents hommes. La nouvelle en  
arriva en Angleterre au mois de Septembre;  
& quelques semaines après, le Gouvernement  
y détacha le Général Belmont avec des  
renforts, qui portoient à environ 5000  
hommes le total des troupes employées dans  
celle partie de la terre. En attendant  
Buenos Ayres avoit été repris par les  
Espagnols le 12 Août; mais les Anglois s'étoient

établis à Matanzas & presque au même  
 moment, où on apprit à Londres la perte  
 de la conquête principale, le Général Achmuty  
 s'empara de Manzanillo. L'entreprise une  
 fois entamée, & réentamée, le Gouvernement  
 se vit obligé d'accorder de nouveaux ren-  
 forts, qui partirent d'Angleterre au mois  
 de Mars 1807, malheureusement sans remplir  
 le but.

Nous ne reviendrons pas ici sur ce qui  
 a été dit plus haut de l'importance de  
 cette expédition, considérée sous des rapports supé-  
 rieurs, et combien son succès auroit pu devenir pré-  
 cieux pour l'intérêt général de l'Europe. —



S'envisageant uniquement comme une mesure  
 particulière à l'Angleterre, observons d'abord,  
 que 9 ou 10,000 hommes, partis successivement  
 pour l'Amérique dans l'espace de 6 ou 8 mois,  
 ne formoient point un objet assez considérable,  
 pour empêcher le Gouvernement Anglois de  
 prendre part à d'autres entreprises. Une  
 diversion continentale en Europe n'en auroit  
 pas moins pu être exécutée, si elle avoit  
 été exécutable. Mais nous avons déjà suf-  
 fisamment prouvé, que ce qui a fait avorter  
 ce projet, n'étoit ni la mauvaise volonté du  
 Gouvernement Anglois, ni l'absence des moyens  
 nécessaires, mais bien la tournure d'esprit,

que prirent les affaires du Continent par le manque de concert & de talent, par la maladresse, l'irrésolution, & la défection finale des Alliés. Ainsi déjà sous ce premier rapport l'expédition de Buonaparte n'a rien de commun avec les évènements militaires & politiques de l'Europe.

Mais voici maintenant un autre point de vue, sous lequel elle leur étoit bien plus étrangère. Cette expédition fut, comme tout le monde sait, l'ouvrage exclusif de elie Home Popham, qui s'y porta sans ordre de son gouvernement, & auquel ce même Gouvernement intenta un procès solennel,

pour le punir de sa conduite arbitraire. Passons encore sur ce point capital, & considérons l'entreprise, comme si elle avoit été projetée & ordonnée par les Ministres. Elle eut lieu au printemps de 1806, c'est-à-dire à une époque, où il n'y avoit, ni guerre ni aucune perspective de guerre sur le Continent, où les foyes de la Russie étoient toutes renfermées dans son intérieur, où la continuation et l'affermissement de la paix étoit la seule pensée de l'Autriche, où la Prusse, moyennant l'occupation du Hanovre, paroissoit plus que jamais liée aux intérêts du Gouvernement Français. Il seroit trop

extravagant de prétendre, que même dans un moment pareil l'Angleterre n'aurait pas pu former un plan, calculé sur son propre intérêt, sans se rendre coupable envers l'Europe. Mais l'affaire une fois en train, il falloit bien la soutenir; & les moyens choisis pour cet effet n'étoient certainement pas de nature à compromettre les intérêts du Continent. Les premiers renforts (du mois d'Octobre) partirent d'Angleterre, avant que l'on ait pu y soupçonner ce qui se passoit alors en Allemagne. Les derniers furent envoyés en 1805, bien moins par choix, ou par soif de conquêtes, que par ce qu'il étoit impossible



de les refuser; le Ministère qui en dirigea  
 l'emploi n'avoit jamais été suspect de trop  
 favoriser cette entreprise. Il est même  
 infiniment vraisemblable, que l'idée de  
ménager des forces pour les besoins prochains  
du Continent, a fait perdre, ou contribué  
 à faire perdre, au Gouvernement Anglois la  
 plus importante, la plus décisive de ses  
 conquêtes; car si au lieu de 4 à 5,000 hommes,  
 on en avoit envoyé 10,000 avec le Général  
Crusford, Buenos Ayres, & tout ce qui  
 y tient, auroit été consacré à l'Angleterre.

La moindre chose, que prouvent ces  
 détails, dont personne ne contestera l'exactitude,

c'est que l'expédition de Buenos Ayres, est  
 un fait absolument isolé, & hors de toute  
 liaison quelconque avec les guerres & les in-  
 térêts du Continent. L'ignorance & la lé-  
 gèreté excluent souvent la mauvaise foi ;  
 & entre deux explications pénibles, il faut  
 choisir celle, qui l'est le moins. Mais de  
 quelque manière que l'on envisage la  
 chose, on doit toujours être extrêmement sur-  
 pris de ce qu'un grief aussi chimérique, aussi  
 ouvertement contredit par des faits notoires  
 & indubitables, ait pu être placé à la tête  
 d'un acte d'accusation, publié par un des  
 premiers Gouvernemens de l'Europe.

## IV.

"Une partie de ses armées, qui paroît  
 "soit destinée à faire une diversion en Italie,  
 "quitta finalement la Sicile. On avoit lieu  
 "de croire, que c'étoit pour se porter sur  
 "les côtes de Naples; l'on apprit, qu'elle  
 "étoit occupée à essayer de s'approprier  
 "l'<sup>re</sup>Egypte. "

Ce second grief est encore plus inatten-  
 du et plus extraordinaire que le premier. —  
 — Une diversion en Italie! — Se porter  
 sur les côtes de Naples! — On est  
 d'abord extrêmement frappé, après tout  
 ce qui s'est passé depuis la fin de 1805,

27

Se rencontrer le nom du Royaume de  
Naples dans une pièce datée de St Pétersbourg !  
— Depuis le funeste débarquement du Général  
Lacey, on n'avoit plus vu de Russe dans ce  
pays ; & pendant tout l'été de 1806 les  
Anglois, abandonnés de tout le monde, ont  
continué leurs efforts & leurs sacrifices, pour  
le conserver à son ancien Souverain. Mais  
quel motif auroit pu les engager à rentrer  
dans cette carrière ingrate sous les conjonc-  
tures de 1807 ? — Vouloir reconquérir  
Naples, tandis que tout le reste de l'Ita-  
lie étoit au pouvoir des Français, &  
que pas un bras ne se levait pour leur

58  
en disputer la possession, eût été un acte  
de démence. Occuper quelque point de  
la côte, s'emparer de quelque place mari-  
time, pour en sortir trois mois après,  
n'étoit point une tentative séduisante.  
Et en faveur de qui eut-on fait cette  
triste diversion? Personne n'étoit en  
position d'en profiter; les Français  
ne l'auroient traitée qu'avec mépris.  
— Mais à quoi bon raisonner sur un  
projet, que personne n'avoit même  
proposé à l'Angleterre, & dont nous  
n'aurions jamais entendu parler, sans  
le besoin de tout auaparer, pour forger



Des armes contre cette puissance ?

Voilà à-présent, quelle est l'entre-  
prise odieuse & coupable, qu'on l'accuse  
d'avoir substituée à ce projet. "On apprend  
qu'elle doit occuper à s'approprier l'Egyp-  
te." — Ici la mauvaise-foi bien carac-  
térisée commence à se disputer à l'égaré-  
ment. "S'approprier l'Egypte" ? Où  
sont les preuves, où sont les prétextes de  
cette inculpation ? L'Angleterre a-t-elle  
jamais dit un mot, a-t-elle jamais fait  
la moindre démarche, qui ait trahi une  
intention pareille ? — Plus on réfléchit  
sur les motifs réels qui ont déterminé les

70.  
Anglois à tenter un débarquement en Égypte, plus on doit être révolté de cet excès d'injustice dont on ne rougit pas de les payer aujourd'hui. Ce n'est pas l'Angleterre, c'est la Russie qui a amené la guerre avec les Turcs; l'intérêt particulier de l'Angleterre lui prescrivait la paix avec cette nation; c'est sa liaison étroite avec la Russie, c'est sa fidélité constante aux engagements contractés avec elle, qui lui a créé ce nouvel ennemi. Une fois entraînée, elle a cru remplir un devoir, en faisant quelques efforts pour une cause devenue commune; et le coup-de-main contre Constantinople

ayant manqué, elle a conçu l'expédition d'Égypte. Il est clair que le succès de cette expédition, en privant les Turcs d'une de leurs ressources capitales, aurait tourné à l'avantage commun; mais comme l'intérêt des Russes dans cette guerre était sans comparaison plus grand que celui des Anglais, c'est eux bien plus que ceux-ci qui en auraient proprement recueilli le fruit.

Le chef d'accusation se réduit donc en dernière analyse à blâmer le Gouvernement Anglois d'avoir préféré une diversion raisonnable, dirigée sur une possession importante d'un ennemi commun, à directement

7.  
avantageuse à la Russie, à une diversion  
impuissante & stérile dans un pays perdu  
sans ressource, & sur-tout complètement  
abandonné par ceux, qui pendant plusieurs  
années avoient joué le rôle de ses protec-  
teurs. — En vérité, si les Anglois ima-  
gineroient de reprocher à l'Empereur de  
Russie, " d'avoir envahi la Valachie &  
la Moldavie, pour essayer de s'approprier  
ces provinces, " nous ne dirions pas, que l'ac-  
cusation est plus juste, & nous nous gar-  
derions bien de la prôner; mais au-moins  
elle auroit en sa faveur une apparence  
de justice & de raison; tandis que le

griep sur l'expédition d'Egypte ne peut pas  
même se vanter de ce faible avantage.

V.

"Mais ce qui toucha sensiblement le  
"cœur de Sa Majesté Imperiale, c'étoit de  
"voir, que contre la foi, & contre la parole  
"expresse des traités, l'Angleterre tourmen-  
"toit sur mer le commerce de ses Sujets.  
"Et à quelle époque? Lorsque le sang  
"des Russes se versoit dans des combats  
"glorieux etc. etc."

Pour juger du fond de cette plainte,  
il faudroit connoître en détail les incidents,  
auxquels elle peut se rapporter. (n. atten-  
dant.



74  
au-défait de données particulières, nous  
y répondrons par une observation générale,  
dont tous ceux qui ont attentivement sui-  
vi la marche du Gouvernement Anglois  
doivent reconnoître & attester la vérité.

Il est certain, qu'au-milieu des  
innombrables discussions, que la question  
épineuse & compliquée des droits du  
pavillon neutre a fait naître dans les  
dix dernières années, la Russie a été  
constamment traitée par l'Angleterre  
avec une faueur & des ménagemens ex-  
trêmes. Toutes les fois que dans un cas  
litigieux, porté devant un tribunal

Anglois, les intérêts d'un sujet Russe se trou-  
voient compromis; on a pu anticiper le résul-  
tat. En consultant les collections volumineuses  
où ces sortes de procès sont consignés, on ne  
rencontrera pas un seul exemple d'un Russe  
sacrifié à un Anglois, ou victime d'un ju-  
gement, nous ne dirons pas injuste, mais  
seulement rigoureux. A une époque même  
particulièrement critique, quand l'Empereur  
Paul irrité contre le Gouvernement Anglois,  
par des raisons d'une toute autre nature,  
épousa les griefs de quelques états voisins,  
cette indulgence, cette faveur signalée  
s'est toujours maintenue intacte. Enfin depuis

la convention de 1801 pas la plus légère dis-  
cussion ne s'est élevée entre les deux puissances,  
pas un murmure ne s'est fait entendre ; indi-  
quant le moindre mécontentement. Et ce  
système, si long-tems suivi, se seroit  
subitement démenti, dans un moment  
où les liaisons des deux cours étoient plus  
étroites que jamais ? L'Angleterre auroit  
choisi ce moment "pour tourmenter le commerce  
de la Russie" ? Voilà ce que nous sommes  
bien déterminés à ne pas croire avant d'en  
avoir les preuves en-main. Au milieu  
des grands mouvemens exécutés par les  
escadres Angloises, quelques vaisseaux peuvent

22  
avoir été détenus, quelques désordres peuvent  
avoir été commis; mais que l'autorité pub-  
lique y ait été pour la moindre des choses,  
que le Gouvernement que les tribunaux Brit-  
taniques aient jamais refusé justice à un  
Russe — nous croyons, sans témérité, pour-  
voir nous inscrire en faux contre ce grief;  
et nous avons affirmer d'avance, que lorsqu'il  
sera dûment examiné, il se réduira à si peu-  
de chose, que peut-être ses auteurs eux-mêmes  
auront honte de l'avoir articulé.

## VI.

" Lorsque les deux Empereurs firent la  
" paix, et la Majesté, malgré ses justes griefs

58.  
" contre l'Angleterre, ne renonça pas encore  
" à son service, Elle stipula dans le  
" traité même, qu' Elle se constituerait mé-  
" diatrice entre elle & la France; ensuite  
" Elle fit l'offre de sa médiation au Roi  
" de la Grande Bretagne; Elle le prévint,  
" que c'était afin de lui obtenir des conditions  
" honorables. Mais le Ministère Britann-  
" nique, apparemment fidèle à ce plan, qui  
" devait rompre les liens de la Russie & de  
" l'Angleterre, rejetta la médiation."

Nous savons déjà, en quoi consistaient  
" les justes griefs" de l'Empereur de Russie  
contre l'Angleterre, à l'époque du traité



De Silsit. Nous verrons tout à l'heure, ce  
 que c'étoit, que "les services qu'il lui ren-  
dit." Mais avant de les spécifier, il sera  
 bon de s'arrêter un peu sur ce prétendu  
 "Plan du Ministère Britannique", pour  
relâcher et rompre les liens qui unissoient  
 l'Angleterre et la Russie."

Nous avons eu occasion de remarquer  
 (Note I) de quelle manière on en avoit agi  
 envers l'Angleterre du temps de la coalition  
 de 1806. Fixons nos regards sur ce qui l'a suivie. Avec  
 la paix de Presbourg toute guerre avoit cessé sur le  
 Continent; la Russie se détermina à négocier, et le  
 Ministère Anglois, croyant qu'une paix générale

772  
relèveroit les affaires de l'Europe, ou en re-  
soudroit le bouleversement total, embrassa  
le même parti. Mais la première déclara-  
tion, qu'il fit au Gouvernement François  
portoit, " que l'Angleterre, étroitement liée  
à la Russie, ne pouvoit, ni traiter, ni bien  
moins encore signer aucune chose, que de  
concert avec l'Empereur Alexandre. "  
La correspondance préliminaire des deux prin-  
cipaux Ministres ne roula presque, que sur  
cet article; & quoique Mr. Talleyrand  
eut clairement annoncé à Mr. Fox, " qu'il  
existoit entre la Russie & la France  
des propositions directes pour négocier,—

24  
- circonstance dont le Gouvernement Anglois  
à en juger par la réponse même de Mr. Stur  
n'avoit point été préalablement instruit -  
tout ce que l'on put gagner sur celui-ci ,  
fut de l'engager à une négociation pro-  
visoire . Soit Yarmouth l'eut à-peine  
entamée , que le négociateur Russe signa  
la paix . Ne voulant en appeler qu'à  
des faits connus et indisputables , nous nous  
abstiendrons de toucher ici à l'histoire se-  
crète de la trop fameuse mission de Mr.  
Cubril ; mais ce que nous ne pouvons pas  
passer sous silence , c'est qu'au moins le  
Gouvernement Anglois auroit été parfaitement

excusable, si, frappé de cet événement mysté-  
rieux, il s'étoit livré aux plus violens soupçons  
& au mécontentement le plus prononcé contre  
la Russie. Car, quelles qu'aient été les  
véritables instructions de Mr. Cubitt, s'il  
avoit eu l'ordre bien positif de ne rien  
conclure sans l'Angleterre, il n'auroit  
jamais été entraîné au point de signer un  
traité formel, sans en donner seulement  
connoissance à Lord Yarmouth, au point  
de rester sourd à toutes ses remontrances, de  
se dérober même à une entrevue avec lui  
après avoir consommé son ouvrage. Le  
Cabinet de Londres se trouveroit alors dans

une situation bien singulière ; jamais peut être la loyauté & la constance d'un Souverainement n'avoient été mises à une plus rude épreuve. D'un côté l'espoir, que l'Empereur déavoueroit la conduite de Mr. Orbeli, ne se fondeoit que sur de simples conjectures ; & les Ministres François ne manquoient aucune occasion, pour insinuer aux négociateurs Anglois, "que leur cour se faisoit illusion sur la nature de ses relations avec la Russie". D'un autre côté, en laissant là la Russie & le Continent, l'Angleterre pouvoit obtenir une paix des plus avantageuses & des



plus honorables ; la conservation de Matthe,  
et du Cap, la restitution du Manowee,  
tout ce qu'elle pourroit prétendre, et plus  
peut-être qu'elle n'auroit pu espérer, se trou-  
voit à sa disposition. L'Angleterre resta  
inébranlable. M. Fox écrivit à Lord  
Anderdale, " qu'il avoit à déclarer dans  
toutes les occasions, et quand même le Gouver-  
nement Français hausseroit ses premières  
propositions pour séparer l'Angleterre de  
la Russie, que le traité de M. Dubois  
avoit seul pu engager le Ministère Brit.  
annique à entrer dans une négociation  
particulière, mais que, si ce traité n'étoit

point sanctionné par l'Empereur, l'Angle-  
terre retourneroit de suite à ses anciennes  
relations avec la Russie, et ne s'en sé-  
parerait à aucun prix. — Il est bien  
remarquable, et remarquables sous plus d'un  
rapport que cette dépêche (du 23 Aout)  
ait été la dernière, rédigée et signée  
par Mr. Fox. — Russe tôt qu'il fut  
connu à Londres que l'ouvrage de Mr.  
Cubell avait été rejeté, Mr. Winham,  
provisoirement chargé des postes, feuille,  
notifia à Lord Castlereagh "que le refus  
de l'Empereur de Russie replaçait les  
deux puissances dans la situation où elles

se trouvoient auparavant & que désormais  
toute tentative de les séparer devoit être  
considérée comme inutile (hopeless) —

Une conduite pareille auroit été belle &  
honorable dans tous les tems ; dans ceux où  
nous vivons , à la vue de tant de révo-  
lutions politiques , opérées par l'égoïsme & la  
lâcheté aux dépens de tout autre prin-  
cipe , après tant de procédés équivoques ,  
& tant de défections scandaleuses , &  
tant de cruelles mortifications , éprouvées  
par le Gouvernement Anglois , elle étoit  
vraiment sublime ; & si elle n'a pas  
même été remarquée par les contemporains ,

27

(chacun absorbé par quelque vil intérêt personnel au  
milieu de la conflagration générale.) Heureusement  
que l'histoire est encore là pour en rétablir  
un jour le souvenir.

Et on ne craint pas d'avancer au-  
jourd'hui, d'écrire dans une déclaration  
solennelle, " que le Ministère Britannique  
agissoit apparemment en conséquence  
de un plan, qui tendoit à rompre les  
liens entre l'Angleterre et la Russie!"

L'injustice révoltante de cet article  
nous engage à ne point supprimer une  
réflexion, continuellement présente à notre  
esprit pendant que nous analysons celle

pièce. — Depuis un certain nombre  
d'années une prédilection tenace &  
exclusive pour le Cabinet de St. Je.  
terebourg forma le trait le plus mar-  
quant du système politique de la  
Cour de London. Cette prédilection  
entraînée étoit un des torts du Gouver-  
nement Anglois ; elle est devenue  
une source de beaucoup de contra-  
riétés pour l'Angleterre, & une des  
causes de la perte totale du Conti-  
nent. C'est une chose bien digne  
de remarque, qu'à-travers tous les  
changemens de principes, & d'affections



24  
28

& de mesures, introduites par les différens partis, qui ont tenu à Londres les vœux de l'état, et attachement profond pour la Russie soit constamment resté le même. Nous sommes loin de vouloir dire, que les motifs qui l'avoient fondé & nourri, n'étoient pas très justes & puissans; l'alliance entre la Russie & l'Angleterre étoit conformée aux meilleurs principes, & dictée par les plus grands intérêts. Mais on fait de maximes politiques le bien même peut être poussé à l'excès. En Angleterre on s'étoit accoutumé à

croire, que, pourvu que l'on fut bien  
 avec la Russie, on pourroit, en cas de  
 besoin se passer de toute autre rela-  
 tion; & la confiance illimitée qu'in-  
 spirait le Cabinet de St. Pétersbourg,  
 l'idée, très-exagérée de tout tems, qu'on  
 s'étoit formée de sa puissance & de  
 ses ressources, & les soins & ménage-  
 mens perpétuels, avec lesquels on culti-  
 va son amitié, firent trop souvent né-  
 gliger aux Ministres Britanniques, des  
 intérêts pour le moins aussi essentiels,  
 que ceux de cette alliance favorable. Ce  
 seroit une chose assez intéressante que

De montrer par un développement de faits, comment cette singulière préférence a égaré le Gouvernement Anglois dans plus d'un moment décisif. Nous nous bornerons à en citer un exemple. Lorsqu'on forma la coalition de 1805 — car il faut bien toujours revenir à cette source féconde de malheurs — le cabinet de Londres au lieu de travailler directement au choix & à la réunion des moyens, qu'exigeoit une aussi grande entreprise, ou de rectifier & de réformer au-moins ce qu'il y avoit d'essentiellement mauvais dans les combinaisons des autres puissances,

se contenta de négocier à St Pétersbourg,  
s'en remit au zèle & à la sagesse de  
cette cour avec une sécurité qu'on  
pourroit appeler aveugle, & abandonna  
la Direction exclusive de la dernière  
mesure de salut, à un Allié, qui s'en  
acquitta si bien, que, tout en préten-  
dant sauver l'Europe, il en acheva la  
ruine dans trois mois. — Mais tout  
étoit permis, & tout étoit pardonné  
à la Russie. Dans les discussions  
même du parlement, on s'expliqua  
souvent sans trop de réserve et de mo-  
dération sur la conduite des puissances

étrangères, la Russie seule échappoit à  
toute animadversion. On relèvera les fautes  
de l'Autriche; on se tirra à l'indigna-  
tion la plus violente contre la Prusse;  
la Russie fut toujours ménagée. —

L'Angleterre reçoit à-la-fin le prix  
de sa longue fidélité; le retour dont  
on la paye aujourd'hui, quelque triste  
et douloureux qu'il puisse être, ne la  
poëtera jamais à se repentir du ca-  
ractère loyal et honorable de tous ses  
procès envers la Russie; mais en  
réfléchissant à sa tendresse particulière,  
on peut dire à son engouement pour celle



puissance, & à tout ce qu'elle a négligé  
& sacrifié en sa faveur, la manière dont  
elle s'en voit traitée à présent doit lui  
faire sentir de justes regrets.

Opposons à ce tableau quelques  
traits du système de conduite, observé  
pendant la même époque par l'Empereur de Russie. Après  
avoir maintenu pendant deux ans des rela-  
tions assez étroites avec la France, (re-  
lations qui, pour le dire en passant,  
ont préparé & prodigieusement avancé  
la catastrophe du Corps Germanique) Il  
s'est brouillé avec Napoléon sur des  
sujets qui ne regardoient le Gouvernement Anglois

qu' autant qu' ils se trouvoient en rap-  
port avec l'intérêt général de toutes les puis-  
sances; Dans la correspondance rela-  
tive à cette brouillerie il n'est jamais  
question de l'Angleterre. On ne se  
rapprocha d'Elle, que lorsqu' étant  
décidé à la guerre, on crut avoir  
besoin de ses secours. Mais sans la  
publication faite à Londres de quelques  
pièces de ces négociations, le public  
ignoreroit jusqu'à ce jour, qu'il a  
existé une alliance et un trai-  
té entre la Russie & le Gouver-  
nement Anglois. On cacha ce traité

comme un crime ; jamais il ne perça  
 un mot , qui eût pu faire soupçonner  
 une liaison quelconque . — La guerre  
 continentale finit , les intérêts de l'Ang-  
leterre n'occupent pas plus ses soi-  
 disans Alliés que ceux du Maroc ou  
 de la Chine . — L'Empereur de Russie  
 entame une négociation à Paris ; pas  
 de concert , pas d'intelligence , pas  
 la moindre communication préalable  
 avec l'Angleterre . Son plénipoten-  
 tiaire fait la paix , elle est rejetée ,  
 comme incompatible avec l'honneur &  
 les intérêts de l'Empire Russe ; —

l'Angleterre, cette même puissance, qui renonce aux conditions les plus brillantes, pour ne pas séparer sa cause de celle de la Russie, n'est comptée pour rien, ni dans la négociation, ni dans les stipulations, ni dans le désaveu même du traité; les puissances continentales, & la Russie à leur tête, semblent déjà précluser au décret de proscription générale que Bonaparte va lancer contre elle. — Cependant un incendie terrible est allumé par les démarches précipitées de la Prusse; l'Angleterre n'en est

informée que lorsque la moitié de  
 cette monarchie est en combustion ; c'est  
 alors, au cœur de l'hiver, qu'on lui de-  
 mande des diversions ; rien n'est pré-  
 paré, rien n'est combiné pour cet effet.  
 L'été arrive ; on croit, que de grandes  
 opérations vont enfin se développer ;  
 mais la Russie s'arrête tout-à-coup,  
 et veut avoir la paix à tout prix. —  
 Tous les genres d'intérêt se réunis-  
 sent pour prescrire à l'Empereur  
 Alexandre d'insister <sup>au moins</sup> sur une paix  
générale. Il ne s'agissoit pas de  
"préparer" cette paix, comme le dit



aujourd'hui la déclaration ; il s'agissait de  
l'emporter de suite par de sages & honora-  
 bles démarches. Si l'Empereur avoit eu  
 alors la fermeté, d'annoncer à son enne-  
 mi "qu'il ne traiteroit point sans l'Angle-  
 terre" que de maux, (au delà de ceux  
 qu'il n'étoit plus en son pouvoir de gué-  
 rir) Il auroit épargnés à l'Europe !  
 Que de momens vains ! Il se seroit épargnés  
 à lui même ! L'Angleterre étoit la  
 seule puissance, qui put offrir des com-  
 pensations ; & pour prévenir l'assur-  
 visement total de la Prusse & du Nord  
 de l'Allemagne, pas de doute, qu'elle

ne se fut portée aux plus grands sacrifices. D'ailleurs, pour l'intérêt personnel de l'Empereur, c'étoit beaucoup que de gagner du tems; son simple départ auroit produit un bien incalculable; plus l'ennemi insistoit sur la négociation de "Souverain à Souverain", — forme dangereuse dans tous les tems, mortelle dans celui où nous nous trouvons — plus il falloit être déterminé à s'y soustraire. Enfin, Bonaparte lui-même, ayant cent fois proclamé à la face de l'univers "qu'il ne demandoit que la paix générale" — "qu'il admettoit

le principe des compensations — " qu'il  
étoit prêt à traiter avec l'Angleterre " & &  
n'aurait difficilement pu rejeter d'emblée la  
proposition d'un congrès général; & désirant  
autant que la Russie de mettre un terme  
aux fatigues & aux souffrances de ses troupes,  
il auroit fini par l'accepter. L'Empereur  
fit tout le contraire; Il ne deman-  
da pas la paix générale; Il ne deman-  
da pas une négociation commune; Il ne  
quitta pas le théâtre de la guerre. —  
Il resta; — <sup>pour négocier seul</sup> — pour négocier en  
personne — — pour perdre dans un jour,  
ce qu'il ne retrouvera, ce qu'il ne réparera.

jamais. — Dans l'ivresse de ces déplores,  
bles entrevues, on ne s'occupa de l'Angle,  
terre que pour l'insulter. Toute autre af-  
faire arrangée, la Prusse, une partie de  
la Pologne, l'Allomagne entière sacrifi-  
fiée, l'Empereur de Russie réduit sui-  
même à la nullité politique la plus  
complète, privé ~~pour les besoins de la guerre~~,  
de toute espèce de moyens, pour donner  
du poids à son intervention, on imagina  
un article, par lequel Bonaparte con-  
sentit à accepter la médiation de la  
Russie, pour une paix définitive avec  
l'Angleterre, sous condition que la

Gouvernement Anglois accèderoit de sa  
part à cette médiation dans l'espace  
d'un mois ; article aussi injurieux par  
la forme, que vain et illusoire par le  
fond. Car l'Empereur de Russie avoit  
bien promis à l'Angleterre "qu'il  
auroit soin de lui (faire) obtenir des  
conditions honorables," Il n'étoit plus  
maître de sa parole; par l'acte même  
qui stipuloit sa médiation, Il s'étoit  
dépouillé de tout ce qui auroit pu la  
rendre efficace.

Si le Ministère Anglois a rejeté  
ce phantôme de médiation, il a fait ce



que tout Gouvernement éclairé, sentant  
sa dignité & ses forces doit faire dans  
des conjonctures pareilles. Encore seroit-il  
essentiel de savoir, à quel point, sous  
quelles restrictions, & dans quels termes  
il l'a réglé. Ceux qui se forment à  
l'école du Cabinet de St Cloud, aiment  
trop les imputations vagues, pour que nous  
puissions nous attendre de leur part à  
quelques justes éclaircissemens à cet égard;  
mais d'autres auront soin de les fournir,  
& nous verrons alors, si les propositions  
de la Russie, quelques peu satisfaisantes  
qu'elles aient pu être, auront été

traitées avec dédain, & repoussées sans modification).

## VII.

" Alors (après la paix de Tilsit) l'An-  
 " gleterre quitta subitement cette l'Europe  
 " apparente, à laquelle elle s'étoit livrée ;

" mais ce fut pour jeter dans le Nord de  
 " l'Europe de nouveaux brandons, qui de-  
 " voient rallumer & alimenter les feux de  
 " la guerre, qu'elle ne désirait pas voir  
 " s'éteindre."

Nous ferons deux observations sur ce  
 passages introductoire de l'accusation ca-  
 pitale contre l'Angleterre ; elles nous

conduiront directement à l'analyse de cette  
accusation

On s'est beaucoup récrié sur le con-  
traste entre la célérité avec laquelle l'ex-  
pédition contre le Danemark a été exécu-  
tée, et la lenteur des opérations précédé-  
sentes de l'Angleterre. Mais on oublie  
ou on feint d'oublier, que la véritable  
cause de cette célérité se trouve dans les  
grands préparatifs qui étoient faits pour  
une diversion sur les côtes de l'Allemagne.  
Ce n'est point, comme on voudrait bien le  
faire croire le lendemain de la prise de  
Silésie, que le Gouvernement Anglois "a quitté

17  
subitement sa létargie apparente", c'est  
deux mois plutôt que tout étoit prêt  
pour une grande entreprise. Le sort,  
et la conduite des Alliés ont rendu  
celle-ci impossible. Qu'alloes ces mêmes  
réunions de moyens militaires et maritimes,  
destinées à un tout autre emploi, se  
soient trouvées en état d'agir ou non,  
ment où on a voulu en disposer ailleurs  
— il n'y a rien là de quoi être surpris.  
Tout pis pour l'intérêt général, si les  
Souverains du Continent ont obligé le  
Gouvernement Anglois, d'appliquer à  
un objet particulier, les forces rassemblées

8<sup>e</sup> organisées, pour secourir des opérations  
communes.

Mais "ce fut pour jeter de nouveaux  
brandons &c. &c. — pour alimenter les  
feux de la guerre, qu'elle ne désirait pas voir  
s'éteindre" — De tous les motifs que  
l'on peut supposer au Gouvernement An-  
glois, pour expliquer ses démarches contre  
le Danemark, celui-ci est sans contredit  
le plus faux & le plus dénué de raison.  
Qu'on imagine les intentions les plus  
perfidés, qu'on invente les vices les plus  
coupables, mais qu'au moins on conserve  
dans ses accusations quelque apparence



de probabilité et de calcul. "Alimenter  
les feux de la guerre."! — Mais l'Angle-  
terre ne demandait donc pas mieux, que  
d'être admise dans les négociations de paix,  
elle l'avait déclaré chaque fois que l'occa-  
sion s'en présenta ; seule parmi les puissances  
en-guerre, elle avait purement et simplement accepté  
la médiation proposée par l'Autriche, qui attribuer un  
Desir général : de perpétuer la guerre, pour  
la guerre. & dénoncer l'expédition contre  
le Danemark, comme un moyen d'arriver  
à ce but — c'est raisonner d'après une  
logique, qui devoit être une fois pour  
toutes abandonnée aux folliculaires

Français : elle est indigne de tout autre adversaire.

Pour substituer à ces vaines déclarations une idée exacte des motifs, qui peuvent avoir guidé l'Angleterre, courrons ici la discussion des griefs appartenant à l'affaire de Copenhague, par un exposé simple & vrai de la situation, où se trouvoit le Cabinet de Londres à l'époque, où ses flottes sont parties pour reconnoître l'état des choses dans la Baltique. — Les événemens des mois de Juin & Juillet avoient naturellement répandus en

49  
Angleterre la plus grande et la plus juste  
consternation : se voir exclu des négocia-  
tions, repoussé par ses derniers Alliés, ré-  
duit à une terrible solitude vis-à-vis de ce  
Continent, courbé sous son méchant enne-  
mi, aurait été, sans aucun surcroît de  
dangers, un ample sujet d'alarmes et  
d'inquiétudes pour le Gouvernement Brit-  
annique. Mais — qui oserait encore le  
nier aujourd'hui ! — ces mêmes conférences  
de Tilsit, indépendamment de l'abandon  
général, auquel elles alloient livrer l'An-  
gleterre, annonçaient encore un caractère  
et des vues décidément hostiles à ses inté-  
rêts.

Chaque récit de ces conférences répandait  
 sur la surface de l'Europe, les propos les  
 plus outrageans, les menaces les plus vio-  
 lentes contre l'Angleterre; il n'étoit plus  
 question <sup>que</sup> d'un plan concerté pour la punir,  
 comme auteur de tous les maux, sous les-  
 quels gémissoit l'humanité; on publioit  
 partout avec fracas, que des toasts "à la  
liberté des mers" &c &c avoient été portés  
 dans les réunions les plus puissantes. Comme  
 personne ne se donna la peine de démentir  
 un seul de ces bruits, de rassurer l'Angle-  
 terre sur une seule de ces prédictions me-  
 naçantes, le cri public devenoit une espèce

D'autorité au milieu du silence des cabi-  
 nets, & des symptômes les plus suspects &  
 le plus sinistres. Mais quand aussi on  
 aurait complètement dédaigné les rapports  
 injurieux & alarmans, dont les gazettes  
 fesoient retentir l'Europe, il y en avoit  
 assez dans la composition même du can-  
 grès de Tilsit, pour justifier toutes les  
 craintes, & autoriser tous les soupçons.  
 Cette harmonie, cette intimité subite a-  
 près tant d'acharnement & de fureur,  
 offroit un phénomène si étrange, si in-  
 concevable, que la moindre chose, néces-  
 saire pour l'expliquer étoit d'admettre,



que celui, qui avoit amoné ces extrêmes,  
 qui en dirigeoit la marche, qui en fixoit  
 les résultats, qui en recueillait seul la  
 gloire & le profit. Devoit avoir trouvé  
 le moyen, d'opérer une révolution to-  
 tale. Dans les principes, & les disposi-  
 tions de l'Empereur de Russie. Mais  
 cette explication une fois admise  
 & chaque jour la rendoit plus vrai-  
 semblable. à quel terme pourroit on  
 raisonnablement s'arrêter? Le passage  
 d'un système à un autre, avoit été  
 si brusque, & , à en juger d'après les  
 données connues, si complet, qu'on avoit

bien le Droit de mettre en doute, qu'une  
 seule des anciennes bases fut restée de  
 bout. Ce doute acquéroit une force  
 particulière pour tout ce qui regardoit  
 l'Angleterre. Le projet d'humilier  
 cette puissance avoit occupé de tout  
 tems la place principale dans les  
 vastes dessein de Bonaparte; depuis  
 que le Continent entier eût plié sous  
 ses armes & sous ses lois, c'étoit le  
 seul qu'il lui restât à poursuivre.  
 L'usage le plus intéressant à faire  
 de cet ascendant personnel, qu'il a-  
 voit subitement gagné sur l'Empereur.

86.  
De Russie, étoit donc de l'irriter contre  
l'Angleterre, & de l'associer autant que  
possible à ses vues d'ambition & de ven-  
geance. Que pendant quinze jours d'en-  
tretien continuel, un homme dans la  
situation, où il se trouvoit, profondément  
pénétré de son objet, puissant, victorieux,  
réunissant tous les moyens de persuasion  
à tous les moyens de supériorité & de  
crainte, parviendrait à entraîner un Prin-  
ce, dont les vertus mêmes & les inten-  
tions louables, ne serviroient dans cette  
conjoncture critique, qu'à le rendre  
plus accessible à la séduction — voilà

ce que sans excès de défiance il étoit bien  
 permis ~~d'entreprendre~~ de craindre, voilà  
 ce que la prévoyance la plus commune  
 suffisoit pour anticiper, & ce qui n'a été  
 que trop confirmé par la suite des évè-  
 nements.

Telle fut la funeste position des  
 choses, lorsque le Gouvernement Anglois  
 résolut d'envoyer une escadre formidable  
 dans la Baltique. Les deux puissances,  
 qui commandoient l'entrée de cette mer,  
 étoient les seules du Continent — car  
 l'Autriche n'existoit déjà plus pour  
 l'Angleterre — qui n'eussent pas encore

Définitivement succombé au pouvoir  
colossal de la France. Il y avoit peu  
à craindre pour la Suède ; sa situation  
géographique, & bien plus que cela, le  
caractère, les principes, les sentimens  
élevés de son Souverain, répondoient  
de sa persévérance ; mais le Danemark,  
ayant observé depuis long-temps une neu-  
tralité précaire et impuissante,  
se trouvoit dans ce moment décisif, me-  
nacé sur ses propres frontières  
par une armée nombreuse, qui  
n'attendoit qu'un signal pour l'en-  
vahir. Les Français pouvoient être



52  
à Copenhague en moins de quinze jours ;  
et alors non seulement le passage du Sund,  
qu'ils auroient obstrué par tous leurs  
moyens , réunis à ceux du pays conquis ,  
étoit rendu extrêmement dangereux ;  
mais de plus , fidèles au système , qu'ils  
avoient par-tout exécuté , ils s'emparoi-  
ent de la marine Danoise , et en faisoient  
un instrument de leurs projets . C'est  
pour prévenir un événement pareil , dou-  
blement redoutable dans un moment , où  
tout se déclaroit pour l'ennemi , que les  
Ministres Anglois formèrent le plan  
de gagner cet ennemi de vitesse , et de

72  
s'assurer du Danemarck & de ses res-  
sources, soit par les négociations, soit  
par la force des armes. Probablement  
aussi l'intention secrète d'en imposer  
par cette démarche à la Russie dont  
l'attitude devenoit chaque jour plus  
équivoque, étoit entrée pour quelque chose  
dans leurs projets. — Nous n'exami-  
nons point ici, si les calculs, sur lesquels  
reposoient ces projets, étoient bons ou  
mauvais en eux-mêmes; il nous suf-  
fit pour le moment, de les avoir  
présentés, tels qu'ils furent, comme  
les seuls qui dirigèrent ces Ministres,

comme les seuls, sur lesquels on doit ju-  
 ger leur conduite, soit pour les accuser,  
 soit pour les justifier. Soit ce qui a  
 été débité de plus par rapport à l'ori-  
 gine de ce plan appartient aux men-  
 songes ou aux chimères. Ni animosité,  
 ni vengeance, ni ambition, ni projet-  
 de conquête, ni espoir de s'enrichir, ni  
 désir de prolonger la guerre, ni aucun  
 autre intérêt particulier, ni aucun de  
 ces absurdes motifs, que leur prêta la  
 perfidie des uns, et la crédulité inepte  
 des autres, n'ont eu part à leur  
 détermination.

VIII.

" Ses flottes parurent sur les côtes du  
 " Danemarck pour y exécuter un acte de  
 " violence. Dont l'histoire, si fertile en  
 " exemples, n'en offre pas un seul de pa-  
 " reil etc etc etc etc etc "

En abordant le fond de cette question,  
 il sera avant-tout indispensable, d'indi-  
 quer avec précision, le point-de-vue sous  
 lequel nous comptons la traiter. Il s'agit  
 de répondre aux griefs du Cabinet de St.  
Petersbourg ; c'est donc à lui que doit  
 se rapporter toute la marche de notre  
 discussion. Pour cet effet, il faut exa-  
 miner

d'abord, si la conduite du Gouvernement An-  
 glois est condamnable en elle-même, d'après  
 les principes généraux, qui doivent servir  
 de guide dans un procès pareil; & ensuite,  
 si la Cour de Russie a bien ou mal fait  
 de se constituer accusatrice dans celui-ci.  
 C'est n'est ni comme Anglois, ni comme Dan-  
ois, qu'il nous conviendra d'envisager  
 cette affaire. Les uns & les autres peuvent  
 s'en prendre aux auteurs de l'expédition  
 contre Copenhague, pour des raisons d'un  
 genre différent; mais également étran-  
 gères au reste des contemporains, & très  
 étrangères à la Russie.



Un Anglois pourroit désapprouver  
 cette expédition, en la jugeant mal-calculée,  
 & contraire à l'intérêt de son pays. Les  
 opinions à cet égard paroissent très-partagées  
 en Angleterre; & ce qui est vrai, c'est que  
 les avantages auxquels on a pu s'attendre  
 se trouvent contre-balancés par de grandes  
 inconvénients. Celui qui veut s'appesantir  
 sur les derniers, peut dire, que par le mal  
 qu'on a fait aux Danois, en portant la  
 guerre sur leur territoire, et en leur en-  
 levant leurs forces maritimes le prin-  
 cipal but de l'entreprise n'a pas même été  
 rempli de moitié, puisque le pays, quoique

privé d'une partie considérable de ses res-  
sources, est resté à la disposition des Fran-  
çais, et a même été précipité dans une  
alliance, qui en hâte et achève l'asservis-  
sment. — Il peut dire encore que le mau-  
vais effet, que cet événement a produit  
sur l'opinion publique, graces aux nou-  
velles diffamations, qu'y a puisées le  
maître du Continent, à l'industrie infat-  
igable de ses organes, à la déférence  
aveugle de ses victimes, à la disposition  
générale des esprits, doit déléguer la  
cause de l'Angleterre, bien plus qu'elle  
ne sera relevée et fortifiée par l'affaiblisse-  
ment

96  
D'une puissance subalterne. — Il peut  
dire enfin, que c'est l'affaire de Copenhague,  
qui a encouragé l'Empereur de  
Russie à ne plus garder de mesure avec  
l'Angleterre, car quelque peu problé-  
matiques que soient aujourd'hui les véri-  
tables causes du changement de système,  
que nous avons vu s'opérer en Russie,  
il falloit peut-être, pour le faire éclai-  
ter, une prétexte aussi commode et  
aussi spécieux, que celui qu'a fourni  
cette affaire. — Sous tous ces rapports-  
là, auxquels nous avons touché expressé-  
ment, pour que rien ne soit touché dans cette

Discussion, un Anglois pourroit critiquer son Gouvernement, comme ayant joué le jeu de son ennemi \*. Mais aucune de ces considérations, d'intérêt politique, fondées ou non, ne peuvent servir les autres puissances ; chacun fait pour soi ses bons et ses mauvais calculs ; et si en

---

\* A l'in de nous cependant de croire, qu'il n'y auroit pas moyen de répondre à ces critiques. Car, si, par exemple il étoit prouvé, que dans les déclarations secrètes de l'Élois des projets positivement hostiles avoient été arrêtés contre l'Angleterre ; ou même que pour exécuter ces projets on avoit compté sur les forces

Dernière analyse l'Angleterre avoit plus  
perdu que gagné par sa rupture avec le  
Danemark, ses accusateurs au moins  
ne devoient pas se trouver parmi  
ceux, qui, profitant de ses piteux,  
ne peuvent que jouir de ses excès.

---

Du Danemark — l'expédition Anglaise dictée par une  
nécessité absolue, auroit été aussi sage que légitime.  
Ce qui nous porte à suspendre notre jugement,  
c'est que pour prononcer sur la bonté politique  
d'une mesure, il faut être complètement instruit  
des motifs qui ont dirigé ses auteurs; et  
jusqu'à présent (17 Decembre) nous ne connoissons



22  
58

Nous nous croyons également dispensés d'entrer dans les griefs des Danois. Ils sont fondés sur un sentiment national plus fort que tous les calculs. Un Danois est parfaitement excusable, en ne consultant dans toute cette affaire, que les maux, qu'elle a attirés sur son pays. Il voit ce pays, victime d'une lutte terrible entre

---

qu'une partie de ceux, qui ont pu agir sur le Ministère Anglois.

9792  
Deux antagonistes étrangers ; et sans  
trop examiner , lequel des deux est  
forcieusement la cause et l'auteur  
de tout ce qui arrive aujourd'hui ,  
il s'en tient à celui , qui lui porte  
directement le coup . Il est impos-  
sible de ne pas croire , qu'il se  
trouvera en Danemark même des  
hommes plus éclairés que la mul-  
titude , qui jugeront le cas tel  
qu'il est , et qui se garderont  
de donner de leur part , dans  
les cris forcés des feuilles  
publiques ; mais dans un moment ,

comme celui-ci, ces hommes  
doivent se renfermer dans le  
silence; le mal que le Danemark  
a souffert est réel et présent; et  
l'indignation produite par le  
désespoir, ne se soumet guères  
aux raisonnemens politiques.

Pour déterminer d'une manière  
satisfaisante, si l'expédition des  
Anglois contre Copenhague mé-  
ritoit d'être dénoncée à l'Univers,  
comme "le plus abominable  
des forfaits", comme "un acte  
de violence" dont l'histoire ne présente

pas d'exemples" et si il faut  
examiner le principe de cette me-  
sure, et la juger dans son rapport  
général avec les circonstances extra-  
ordinaires qui l'ont fait naître.

Aussi long-tems que l'Eu-  
rope présentoit un assemblage d'é-  
tats indépendans, ne reconnois-  
sant d'autre loi commune, que  
celle qui leur étoit imposée  
par des engagemens librement

60  
contractés, ou par les préceptes de la morale  
universelle, il existoit des règles connues,  
qui fixoient pour chacun de ces états les  
bornes de son propre pouvoir, & ses re-  
lations générales avec les autres; il exis-  
toit un droit-public parmi les nations  
civilisées. Deux puissances pouvoient  
être en guerre, pour des intérêts contradi-  
ctoires ou problématiques, sans que rien fut  
changé dans leurs rapports avec ceux de  
leurs voisins, qui vouloient rester étrangers  
à leur dispute. Neutralité, & droits  
de la neutralité étoient des termes, dont  
l'usage quelquefois pour leur étendue, mais



102  
parfaitement déterminés pour leur essence,  
et la résolution d'une puissance belligé-  
rante, de se servir de la force contre un  
état neutre, pour l'engager à prendre  
part à ses querelles, auroit été, dans  
toutes les suppositions, un acte injuste et  
cruel.

Mais cet état Des choses n'est plus.  
Les gouvernemens indépendans ont disparu.  
Leurs possessions, leurs titres, leurs limites,  
leurs traités, leurs droits, leurs obliga-  
tions mutuelles — tout est aujourd'hui  
effacé ou confondu. Le Continent en-  
tier a plié sous la loi d'un seul homme.

Si l'une ou l'autre des anciennes puissances sou-  
tient encore une indépendance nominale,  
ce qui lui est resté d'autorité et  
de ~~puissance~~ pouvoir, ne se réduit qu'à  
l'administration intérieure; dans tout  
ce qui est rapport politique, mesure gé-  
nérale, & ensemble du système fédératif  
aucune n'a plus ni forces, ni volonté. —  
Le Russie, moyennant sa position, son  
vaste territoire, & l'esprit militaire de  
ses peuples, aurait pu se soustraire au  
sort commun; mais en adoptant, soit  
par entraînement, soit par crainte, les  
vues, les projets, les maximes, tout le

122  
système politique du gouvernement domi-  
nateur, elle s'est placée vis-à-vis de  
celui-ci en état d'infériorité réelle ; &  
la seule différence, qu'il y ait aujourd'hui  
entre la Russie & ses voisins, c'est qu'elle  
peut encore ( jusqu'à ce qu'il soit trop  
tard ) retourner à son ancienne indépen-  
dance par quelque grand effort d'énergie, & de sa-  
gesse, tandis que ceux-ci ne peuvent plus  
secouer le joug, que par une espèce d'in-  
surrection universelle, par une révolution  
fondamentale & éclatante qui embrasse-  
rait la totalité du Continent.

L'Angleterre est restée intacte

120

62

au milieu de cet affreux bouleversement; mais  
à mesure que le torrent dévastateur a em-  
porté tout ce qu'il a atteint, la guerre,  
à laquelle elle se voit condamnée avec cette  
même puissance colossale, qui a déchaîné  
cet orage sur l'Europe, a dû prendre auf-  
si un caractère universel et colossal.  
Cette guerre n'a aucun point de ressem-  
blance ou d'analogie avec aucune des  
guerres précédentes. Elle est aussi unique  
par sa composition que par son objet.  
Par sa composition; car jamais on n'a  
vu toute la masse des peuples civilisés,  
placée & disposée de manière, que tous,

à l'exception d'un seul, en - lutte avec es-  
poirs hostiles des autres, se fussent trouvés  
réunis dans une même direction, & gou-  
vernés par une seule volonté. — Par  
son objet; car cette guerre n'est point une  
guerre de limites, ou de succession, ou  
de droits-contestés, ou d'équilibre, ou  
même d'ambition ordinaire; il ne s'agit  
pas de moins que de déterminer, si a-côté  
de ce pouvoir monstrueux, formé de toutes  
les forces du Continent, sous les ordres des  
politiques de la France, l'Angleterre  
doit continuer d'exister, ou si celui, qui  
a tout englouti, doit finir par engloutir.



63  
l'Angleterre, et compléter ainsi le plus  
vaste système de domination qu'on ait  
vu, qu'on ait rêvé sur la terre. —  
Qui oseroit, dans une lutte d'un genre  
si nouveau invoquer le droit public et  
les traités ? Où est donc aujourd'hui, et  
où est notamment pour l'Angleterre l'an-  
cien droit public de l'Europe ? Que sont  
devenus les traités qui subsistoient entre elle  
et le Continent ? Les états qui avoient  
signé ces traités, dont les droits et les  
obligations réciproques avoient composé  
ce droit public, sont tous, ou totalement  
disparus, ou tellement enchaînés par la

France, que l'Angleterre n'a plus même  
le moyen, de leur rappeler leurs ancien-  
nes relations, de leur adresser la moindre  
remontrance, d'apprendre leurs disposi-  
tions envers elle, ou de leur faire con-  
noître les siennes. La guerre entre  
l'Angleterre & la France, on ne peut  
pas le dissimuler, est devenue par  
l'affermissement de l'Europe, un com-  
bat de tous contre un seul, elle l'est  
devenue depuis le moment, que l'Em-  
pereur Alexandre s'est exposé à la  
Défaite de Tilsit, Défaite personnelle,  
mille & mille fois plus décisive & plus

64  
funeste, que toutes les buttes d'Austerlitz.  
et de Wageningen. — Tout ce qui lioit l'An-  
gleterre aux autres puissances, a été cassé,  
détruit, et submergé dans ce grand acte de  
suicide politique, qui a donné l'Europe  
à Bonaparte. — L'Angleterre est rentrée  
envers le Continent dans les simples relations  
de l'état de nature : elle ne doit à ses  
anciens associés, dont une force majeure la  
sépare, que l'observation de certaines règles  
morales, applicables même hors de l'enceinte  
de la société. Quant aux obligations  
proprement dites, elle n'en a plus vis-à-vis  
d'aucun de ceux, qui adoptent les principes,

08  
492  
exécutent les ordres, & suivent les destinées  
de son ennemi. Quant aux droits, on ne lui  
a laissé que celui de s'occuper de sa propre  
conservation; ce droit considéré comme suprême  
dans tous les tems; est maintenant le seul,  
qui puisse la guider; & tout ce qui est né,  
cessaire pour le soutenir, est par-cela même  
juste & légitime. Autant que l'on peut  
comparer les rapports des nations entr'elles  
à ceux des individus dans l'ordre civil, la  
situation présente de l'Angleterre ressemble  
à celle d'un particulier, dans un pays, où  
par quelque convulsion générale tous les  
éléments de l'ordre public se trouveroient

65  
anéantis. Se-joueroit-on assez du bon-sens,  
pour prétendre que ce particulier, réduit à  
se fortifier dans son château, & à y défendre  
à ses propres dépens, sa vie, sa famille, &  
sa fortune, contre les attaques d'une mul-  
titude féroce, se tienne avec un respect reli-  
gieux dans les bornes prescrites par les  
institutions civiles, néglige ses moyens de  
résistance pour ne pas toucher à un champ  
étranger, s'abstienne de porter aux af-  
siégeans un coup qui peut décider de  
son salut, pour ne pas endommager la  
ferme de son voisin ? Se renverroit-on aux  
tribunaux-renversés, aux lois-qui ne sont



plus, aux magistrats—confondus avec la foule,  
à la force armée—sortie des mains tutélai-  
res, auxquelles elle étoit jadis confiée, et  
n'existant plus que pour achever le désordre,  
et consommer la Démolition du régime so-  
cial ?

Rien n'est plus déplacé, et plus d'eri-  
sance que de parler encore de neutralité  
après tout ce qui s'est passé en Europe.  
L'idée de la neutralité est et jamais  
inséparable de celle de l'indépendance; de  
quel droit y prétendrait-on aujourd'hui,  
où chaque trait du tableau de l'Europe  
nous présente un symbole ou un effet de

la servitude, la plus déplorable ? — Quoi ? une  
puissance réputée du troisième ou quatrième  
ordre, lorsqu'on comptoit encore par  
puissances indépendantes, se seroit tout-  
de-bon imaginée de conserver sa neutra-  
lité, quand peu de semaines ont suffi pour  
raser les empires les plus puissans ? Un  
pays de seize-cent mille habitans se seroit  
flatte d'échapper à un joug, que portent  
déjà plus de quatre vingt millions d'hom-  
mes ? — Si le Danemarck a pu rester  
tranquille jusqu'à l'époque de la paix  
de Silsit, il le devoit à l'impossibilité  
physique, où se trouvoit le conquérant

universel, de s'emparer à la fois de tous  
 les objets qui engageoient son ambition;  
 mais enfin, son heure avoit sonné; les  
 armées Françaises étoient sur ses frontières,  
 pour l'instruire de ses nouvelles destinées.  
 Que celui qui n'avoit rien respecté, accor-  
 deroit à ce pays seul le privilège d'une  
 liberté intacte — voilà ce qu'aucun  
 effort de crédulité n'eût pu revêtir d'une  
 couleur de vraisemblance. Il pouvoit avoir  
 quelque bonne raison, pour retarder la  
 catastrophe du Danemarck quoique ceci  
 même ne fut point du tout probable;  
 mais lorsqu'il tient à la volonté d'un

67

homme de signer votre arrêt de mort.  
Dans telle heure qui lui paroitra la plus  
convenable, on a déjà perdu le droit de se  
réclamer de son indépendance. D'ailleurs  
Bonaparte avoit eu soin d'annoncer ses  
intentions à cet égard de la manière la  
plus catégorique. Il avoit déclaré et  
répété cent fois, que dans sa lutte avec  
le Gouvernement Anglois il ne pouvoit y  
avoir de neutralité; que la moindre in-  
dulgence pour l'Angleterre étoit un  
acte de trahison, un délit contre l'in-  
térêt de tous les peuples. Il avoit  
solemnellement proclamé ce système.

lequel, par ses victoires, par ses usurpations, & par une quantité innombrable de mesures ~~lesquelles~~ arbitraires & ~~lesquelles~~ oppressives, se tenoit depuis long tems en état de pleine exécution. L'Angleterre étoit donc parfaitement autorisée à agir d'après ce même système. Elle avoit le droit incontestable, de prévenir, ou d'émousser le coup, que son ennemi méditoit contre le Danemarck, le droit de pourvoir à sa sûreté, soit en engageant, ou en forçant cette puissance à faire cause commune avec elle, soit au moins en lui ôtant des ressources, qui dans



68  
l'extrémité où elle étoit réduite: n'étoient  
plus que des armes contre l'Angleterre.  
Le Danemark étoit placé à peu près dans la  
catégorie de la Hollande, ou de l'Espagne;  
la différence ne portoit plus que sur des mots,  
c'est la France & toujours la France, & rien  
que la France qui fut attaquée sous les  
remparts de Copenhague.

En voilà assez, pour le principe de cette  
mesure; arrêtons nous un moment sur la  
manière dont elle fut exécutée. On com-  
mença par une négociation; nul doute, que  
le Gouvernement Anglois n'eût sincèrement  
désiré sa réussite; comment croire qu'une

guerre, avec le Danemarck eût été l'objet  
 de ses vœux ! comment le croire, à moins  
 d'ajouter foi à ces projets plus stupides  
 encore qu'odieux prêtés aux Ministres  
 Anglois dans ces libelles dégoûtans, qu'un  
 mélange d'aveuglement & de terreur fait  
 passer aujourd'hui pour des évangiles &  
 qui un jour feront rougir notre po-  
 sité ! — " Mais, dit-on, la Cour de  
 Copenhague ne pourrait pas traiter avec  
 les Anglois, sans s'exposer à tous ces  
 châtimens, que le protecteur de la liber-  
 té des mers, inflige aux gouvernemens  
 réfractaires " ! — Admettons que tel

144  
69  
fut le cas ! L'Angleterre en étoit-elle  
responsable ? Avait-elle désiré, avait-  
elle créé un état de choses qui transfor-  
moit en crime capital chaque démarche  
qu'une puissance prétendue souveraine  
pourroit faire pour s'entendre avec elle ?  
Devoit-elle sacrifier ses derniers intérêts,  
pour ménager ceux d'un gouvernement  
déjà tellement intimidé & paralysé, que  
l'idée d'une négociation avec l'Angle-  
terre l'effrayoit plus que la perspective  
d'une invasion prochaine de son pays ?  
Il faut tout dire... si l'Angleterre avoit  
employé ses forces, sans aucune offre de

110.  
négociation préalable, sa conduite étoit  
toujours justifiée par la nécessité suprême  
et urgente de résister aux projets de son  
ennemi. Mais le refus de ses propositions  
ne lui laissoit même plus le choix des  
mesures. Par ce refus il étoit ample-  
ment constaté que le Danemarck appar-  
tenoit à la France; tout ce qui restoit à  
faire après cela, c'étoit de songer à des  
moyens efficaces pour priver l'ennemi en-  
chef d'une partie des avantages assez  
considérables, que lui offroit cette nou-  
velle conquête. L'acquisition de la flotte  
Danoise en étoit le plus intéressant.

Plus le Danemarck y attachoit de prix, & plus il étoit indispensable d'empêcher, que cet objet important ne devint la proie de celui, qui par le simple progrès de ses envahissemens, sans compter les motifs particuliers qui le portèrent à effectuer celui-ci, devoit être dans très peu de tems maître absolu du pays & de toutes ses ressources. Le bombardement & la prise de Copenhague, ne furent, comme tout le monde sait, que les moyens d'arriver à ce but; & comme il n'en existoit plus d'autre, quelque possible que put être la résolution, il falloit bien s'y déterminer.

Peu de choses ont plus douloureusement



124  
manifesté à quel point l'opinion des  
contemporains est égarée, empoisonnée, et  
pervertie, que la rage, le soulèvement gé-  
néral, excité contre le Gouvernement An-  
glois par cette malheureuse affaire de Copen-  
hague. Si nous pourrions même effacer  
et oublier tout ce que nous venons <sup>de</sup> dévelop-  
per en-faveur du principe de cette mesure,  
si nous pourrions la juger comme le public,  
en seroit-il moins difficile de concevoir, que  
dans un siècle familiarisé avec les atten-  
tats, nourri, rassasié de forfaits, l'in-  
dignation, si long tems endormie, se  
réveille subitement avec fracas pour

Dénoncer un seul acte de violence ? — Comment ? Tandis que d'un bout du Continent à l'autre, un despotisme sans frein & sans pudeur, défait & refait à son gré les empires & les souverainetés ; dispose des peuples comme de vils troupeaux, menace les Rois de la perte de leurs couronnes, s'ils n'épousent pas ses griefs contre une puissance, qu'ils ne connaissent que par le bien qu'elle leur a fait ; les déclare déchus de leur trône pour avoir délibéré huit jours sur cette menace ; se joue des traités les plus solennels, pour exercer ses droits de conquête sur des pays

même qu'il s'étoit engagé à restituer,  
promène par toutes les parties de l'Eu-  
rope le vain phantôme d'une prétendue  
"tyrannie maritime" pour en couvrir un  
système inoui d'exactions, de confisca-  
tions et de pillage; détruit pour sacri-  
fier à ses passions, l'industrie, le com-  
merce, les ressources, la prospérité de  
tous les pays, de ceux même qu'il affecte  
de protéger, s'empare de toutes les com-  
munications, intercepte toutes les cor-  
respondances, met toutes les nations  
en interdit, sous prétexte d'y mettre  
l'Angleterre, ne nous laisse enfin pour

toute espérance que l'excès même de son  
 oppression, trop cruelle pour être durable,  
 tandis que cette carrière d'atrocités se pours,  
 suit avec un succès toujours croissant,  
 au milieu du plus lâche silence, ou  
 des applaudissemens les plus scandaleux,  
 cent-mille voix s'élèvent tout à-coup  
 lorsqu'il arrive au Gouvernement An,  
 glois de se décider à une démarche sévère,  
 qui pourroit le nuire — mais dictée par  
 les circonstances les plus impérieuses et  
 provoquée par un acharnement sans  
 exemple! — L'Europe entière est livrée  
 à toutes les souffrances, puisqu'il convient

1211  
716

à un seul Ambitieux D'en faire l'instrument de sa colère ; la neutralité est traitée par-tout comme le plus impar, donnable des crimes ; le plus léger soupçon de connivence avec ceux dont il a juré la destruction, suffit pour Vous faire partager leur disgrâce, pour Vous exposer aux plus affreuses catastrophes ; — n'importe ! C'est "l'homme immortel" c'est "le héros du siècle" qui le veut. Mais l'Angleterre, riposte à la fin, en exigeant D'un seul Gouvernement, qu'il prenne fait et cause pour elle, ou qu'il se soumette à quelque privation passagère,



73

aussi tôt les cris de fureur se font on-  
drez ; le dictionnaire des injures est  
épuisé ; les langues ne fournissent plus  
assez de termes pour caractériser tant  
de scélératesse ! — Le sang coule par  
tout à grands flots ; vingt pays naguères  
florissans, Devenus les théâtres des com-  
bats, sont dépeuplés, ravagés, plongés  
dans la plus effroyable misère ; Neisse,  
Cösl, Colberg, Brandebourg, Dantzig, éprouvent  
à la fois toutes les horreurs d'un siège pro-  
longé ; — on leur accorde à peine une  
mention honorable . Mais les Anglois  
débarquent en Danemark ! Copenhague

est bombardé pendant trois jours ! cinq  
cens personnes y périssent ! — Ah !  
"Jamais les annales du monde n'ont pré-  
senté un forfait pareil." — Si cette  
partialité odieuse et révoltante, étoit  
réservée aux feuilles du Gouvernement  
Français, on n'en seroit ni surpris, ni  
singulièrement affecté ; mais lorsqu'on  
voit les opprimés faire chorus avec l'op-  
presseur — toutes les idées se confondent ;  
c'est le chaos, qui a remplacé l'ordre, ~~ou~~  
~~l'ancien~~, et les ténèbres qui ont succédé à la  
lumière.

Cependant de tout ce qu'il y a d'affli-  
"geant

Dans cet aveuglement mortel, rien ne l'est à un degré plus sensible, que la part, que nous y voyons prendre la Russie. Bien loin d'avoir aucun motif raisonnable, pour se joindre aux détracteurs de l'Angleterre, elle en avoit au contraire les plus puissans, pour la traiter avec la plus extrême indulgence, pour expliquer en bien tout ce qu'elle faisoit dans sa position critique, pour passer même sur telle de ses démarches qui n'auroit point paru parfaitement juste, fiable. — Voici quelques-uns de ces motifs; la liste en est trop longue, pour que nous puissions les spécifier tous.

111  
700.  
D'abord, la conservation de l'Angle-  
terre est un objet si intéressant pour la  
Russie, que l'Empereur, quelque chose  
que l'on ait pu lui arracher à l'isolement, n'au-  
roit jamais du renoncer au principe de  
favoriser au moins en secret les efforts,  
indispensables à cette puissance, pour  
braver la tempête, qui la menace. Nous  
n'entendons pas même alléguer ici, cet  
intérêt, très-grand à-la-vérité, et néan-  
moins d'un rang secondaire, qui attache  
la prospérité de la Russie à ses relations  
commerciales avec l'Angleterre \*; c'est la

\*  
Quand on sait, que dans les huit premiers mois de l'année 1807.

situation générale, c'est l'existence politique de cet Empire, qui nous occupe. Après ce qui s'est passé sous nos yeux, tout le monde

---

la valeur des marchandises importées dans le port de Petersbourg étoit de 12,672,900 roubles, celle des marchandises exportées de 11,612,147 — balance en faveur de l'exportation = 1,060,753 — et dans le port de Riga la valeur des marchandises importées, 2,295,881, celle des marchandises exportées 4,609,999 — balance en faveur de l'exportation (en deduisant encore de l'importation la somme de 1,086,003 roubles en numéraire qui y est comprise) = 2,709,888 et quand on pense, que ces énormes bénéfices sont dus presque exclusivement au commerce qui se fait avec l'Angleterre — on en a assez pour juger cette partie du tableau.



422  
Doit bien reconnoître, qu'il n'y a plus d'équi-  
libre quelconque entre les forces solitaires et  
séquestrées de la Russie, et celles de cette immen-  
sité d'états réunis dans les mains de la  
France; que ses frontières mêmes, que ses plus  
précieuses provinces ne sont point garanties  
contre les coups, que peut lui porter cette puis-  
sance gigantesque, qui la touche, qui la pres-  
sant aujourd'hui d'un côté, où elle est particulière-  
ment vulnérable; que, si tant est qu'elle  
défende son territoire, l'en est fait pour long-  
temps de son influence, de sa considération;  
de tous ses rapports fédératifs si la France  
conserve son pouvoir, ou si, comme tout le

présage, elle parvient même à l'étendre  
et à le consolider; qu'enfin -- il faut des  
Alliés à la Russie, soit qu'elle ambi-  
tionne de remonter à la place d'où elle  
vient d'être culbutée par les derniers événe-  
ments, soit qu'elle veuille seulement se  
maintenir telle qu'elle est, et se réserver  
pour des conjonctures plus propices. Ces  
Alliés elle les cherchera en vain parmi  
tout ce qui l'entoure sur le Continent;  
le temps des coalitions est passé, toute  
idée de résistance a disparu; respirer,  
végéter en paix, voilà le seul principe  
politique admis, toléré dans les Cabinets.

121  
Mais la puissance maritime de l'An-  
gleterre a survécu à l'humiliation de  
l'Europe; elle seule peut balancer  
jusqu'à un certain point le pouvoir  
(démensuré) de la France. Heureusement,  
(pour peu que la Russie ne méconnaisse  
pas son avantage réel) heureusement  
que par la nature des choses cette même  
puissance maritime ne sauroit jamais  
devenir nuisible à la Russie; quelque avan-  
çant, quelque développement qu'elle ac-  
quière, aucun des véritables intérêts de  
celle-ci n'en recevra la moindre atteinte;  
elle est toute bienfait pour cet empire;

17

si elle avoit été créée exprès pour le sex,  
vin, elle ne rempliroit pas mieux son  
but. En agissant donc contre l'Angle,  
terre, en augmentant ses embarras, en  
affaiblissant, et en dépopularisant sa  
cause, le Cabinet de St. Petersbourg  
fait la guerre à ses propres intérêts; il  
brise de ses mains la dernière planche  
de salut, que le naufrage universel  
lui avoit laissée; il délitre ce colosse  
redoutable, qui tôt ou tard doit l'écraser  
à son tour, lorsqu'il ne lui restera  
plus rien à démolir, il le délitre, au-  
tant qu'il est en lui, de la seule

126  
barrière efficace, qui arrête encore, et qui  
retardera au moins la consommation de  
ses vastes projets. — L'évidence de ces  
vérités est telle, que le plus intépide des  
sophistes essayeroit en vain de les ébranler.  
Il est donc également évident, qu'en dépit  
même de toute modification, forcée au gré,  
luite, dans l'une ou l'autre partie du  
système politique de la Russie, ni calcul,  
ni condescendance, ni humeur, ni mécon-  
telement quelconques n'auroient jamais  
pu engager ce cabinet à se déclarer ouverte-  
ment contre les Anglois. Si telle mesure,  
que les circonstances suggéroient à ceux-ci, étoit



contraire aux principes de l'Empereur, ou  
 repugnoit à ses affections particulières, ou  
 paroissoit incompatible avec ses intérêts, ou  
 l'embarrassoit dans sa marche politique, la voie  
 des remontrances confidentielles, étoit la seule,  
 et toujours la seule, que la sagesse présen-  
 toit ~~est~~ de choisir. De tous les inconvéniens  
 passagers aucun n'étoit comparable pour  
 la Russie à celui d'une rupture avec l'An-  
 gleterre. Car les Anglois, pour dire la chose  
 absolument comme elle est, auroient pu,  
 en suivant le grand modèle de nos jours,  
 piller tous les magasins de Copenhague,  
 mettre à Contribution le dernier hameau

Du Danemarck, déclarer la dynastie  
 régnante déchue de son trône, et en  
 voyer le Prince Royal à Pétroukhar;  
 et l'Empereur de Russie en eut éprouvé  
 la plus forte, et la plus juste indignation,  
 que l'Angleterre n'en seroit pas moins  
 restée l'Allié le plus précieux de la  
 Russie, que la prudence, et la bonne  
 politique, n'en auroient pas moins com-  
 mandé à l'Empereur de dissimuler ses  
 griefs, et de sacrifier tous ses ressentiments  
 à l'intérêt suprême de son pays.

Des motifs de science et de dignité  
 se joignoient à ces considérations majeures,

pour détourner le Cabinet de St. Petersbourg  
 de toute exposition publique de ses plaintes,  
 réelles ou imaginaires ; et sur tout de ce  
 ton de hauteur, de sévérité et d'amertume,  
 qui règne dans celle, que nous analysons.  
 — Six mois se sont à-peine écoulés depuis  
 que dans une quantité de pièces sorties  
 des bureaux de la Russie, dans des Ma-  
 nifestes solennels du Souverain, dans  
 des déclarations des Généraux en Chef,  
 dans des prières et des anathèmes publics,  
 la personne et le système de Bonaparte  
 avoient été dénoncés à l'Univers, comme  
 les plus épouvantables fléaux, par lesquels

la colère. Du ciel ait jamais visité la  
terre. — Une entrevue de quelques  
jours a tout changé. Les éloges ont  
remplacé les imprécations; l'admiration  
a succédé à l'horreur. — — Après un  
pareil effort d'indulgence, (pour employer  
le terme le plus modéré) on se seroit attendu  
du à un peu moins de rigueur pour ce  
qu'il pourroit y avoir de répréhensible  
dans la conduite d'un ancien ami, d'un  
des gouvernemens les plus respectables,  
et naguères les plus respectés de l'Europe.  
La situation même où se trouveroit ce  
gouvernement, persécuté sans relâche

par un ennemi puissant et acharné, qui  
dispose de toutes les presses du Continent,  
accablé d'un torrent d'invectives, de  
mensonges et de calomnies, que vomissent  
chaque jour contre lui des milliers  
d'infâmes gazettes, et privé de tout moyen  
de défense, puisque celui qui parleroit en  
sa faveur, s'exposeroit à une proscription  
générale: cette situation vraiment cruelle,  
auroit du, à ce qui paroît, déterminer le  
Cabinet de Russie à des ménagemens di-  
tels par la délicatesse. Le contraste  
entre la facilité, avec laquelle il a  
pardonné à Bonaparte, d'avoir mis



l'Europe entière en combustion, et  
 cette sévérité extrême contre l'Angle-  
 terre, pour le mal qu'elle a fait à un  
 seul petit pays est d'autant plus  
 étrange et choquant, que même après  
 cette fameuse convention de Tilsit  
 les actes arbitraires, les mesures révo-  
 lutionnaires, les vexations, et les  
 usurpations, exercées par le Gouverne-  
 ment Français, n'ont pas discontinué  
 un instant. Aucun de ces traits carac-  
 téristiques, pour lesquels les mani-  
 festes de la Russie l'avoit voué à  
 l'extermination générale, ne s'est effacé



Depuis cette époque. Bien loin de s'a-  
 doucir, son despotisme a redoublé de  
 forces. La famille régnante de Portu-  
gal a été chassée de son pays et de  
 l'Europe, en dépit de tout ce qu'elle  
 avoit fait pour l'ancêtre jusqu'au der-  
 nier prétexte, dont on eut pu colorer  
 cette atrocité. Les côtes, les villes  
 maritimes de l'Allemagne ont été  
 mal traitées, ruinées, condamnées à  
 toutes les privations, par des décrets,  
 qui outre le droit du plus fort, n'a-  
 voient pas même de fondement ostensible,  
 puisque jamais on ne s'est donné la

peine d'expliquer sous quel titre on les  
opprime. La Reine d'Etrurie vient  
de perdre son trône, en vertu d'un ordre  
secret; une quantité d'autres révolu-  
tions sont attendues chaque jour en  
Italie. Les états du Roi de Prusse  
se trouvent constamment occupés par  
les Français; depuis six mois, qu'il  
auroit dû y rentrer, ce malheureux  
Souverain, réduit au territoire de  
Memel, voit succomber ce qui lui restoit  
de provinces au poids des contributions  
prolongées, et de l'odieuse adminis-  
tration des Commissaires. Aucune

plainte, aucune protestation ne se fait  
entendue de la part de la Russie,  
quoiqu'une partie de ce régime des-  
potique se déploie, pour ainsi dire,  
à sa porte, quoique la voix de l'amitié  
et de l'honneur se réunisse aux  
plus grands intérêts politiques pour  
solliciter son intervention. — Et dans  
ce même moment de tolérance, d'apa-  
thie, et de résignation, le Cabinet  
de St. Petersbourg va s'armer de tout  
son courroux, pour foudroyer le Gou-  
vernement Anglois !

Mais ce qui achève la bizar-  
rerie

De cette conduite; c'est les langages qu'a  
adopté le Cabinet relativement à la Cour  
de Copenhague. Notre but n'étant  
pas de faire des épigrammes contre  
le Prince Royal du Danemark, nous  
ne relèverons point ce qui regarde sa  
personne; nous nous contenterons  
d'observer, que probablement il sera  
étonné lui-même de la manière  
dont on a parlé de lui! Mais  
peut-on garder le sang-froid ou le  
silence, en lisant dans un manifeste  
de la Russie, "que par une longue  
et inaltérable sagesse" le Gouvernement

82  
Danois, avoit obtenu dans le cercle  
des monarchies une dignité morale.”

La neutralité, observée par le Dane „  
marc, dans ces longs et terribles com-  
bats, qui ont décidé du sort de l’Eu-  
rope, et changé la face de la société  
~~européenne~~, étoit tout-à-plus la mesure  
d’un égoïste, qui ne songe qu’à sau-  
ver son coffre-fort, pendant qu’un  
incendie furieux ravage la ville, où il  
se trouve, et emporte avec les palais  
et les temples, la fortune de ses propres  
varens. Tout ce que l’on peut accor-  
der à cette conduite, en la jugeant avec



142  
un excès de générosité, c'est de l'envi,  
sager comme excusable dans tel ou  
tel concours de circonstances. Encore  
est-il pour le moins douloureux, si  
une puissance, tenant à un système  
fédératif, comme celui que formoit  
l'Europe, a le droit de s'isoler  
au milieu des orages, qui enveloppent  
toutes les branches de ce système, et  
en soulèvent jusqu'aux fondemens;  
pour le moins douloureux, si dans un  
cas pareil la neutralité n'est pas  
en contradiction directe avec des obli-  
gations morales très caractérisées,

(129)  
84

avec les grands principes de l'ordre  
public et du devoir commun des Sou-  
verains. Mais ce qui est bien clair  
et positif, c'est qu'à moins de boule-  
verser les idées, comme on a boule-  
versé les états, on ne peut attribuer  
ni grandeur, ni haute-sagesse, ni  
sur-tout "une dignité morale" au  
gouvernement qui a suivi cette route.  
S'il échappe aux calamités com-  
munes (ce qui pourtant à la longue  
ne réussira presque jamais) qu'il  
s'en félicite tout à son aise; mais  
que ceux au moins qu'il a abandonnés,

ne se chargent pas de faire son pané-  
gyrique ! Qui auroit jamais pu  
imaginer qu'il viendrait un tems, où  
le Cabinet de Russie adresserait à  
celui de Copenhague des éloges publics  
sur "sa longue et inaltérable sagesse" !  
Aucune des grandes puissances de  
l'Europe n'avoit insisté autant que  
la Russie sur le devoir sacré des Sou-  
verains de former une union sincère  
pour la défense de l'ordre établi ;  
aucune ne s'est élevée avec plus de  
vigueur - les archives du Danemarck en  
fourniroient les documents en cas de besoin

— contre ceux qui pouvoient sacrifier  
 à un méprisable avantage personnel,  
 les plus grands intérêts de l'humanité.  
 Et aujourd'hui c'est le Chef de cet Em-  
 pire, c'est l'héritier de Catherine II.  
 qui complimente le Gouvernement Rus-  
 sois sur sa ferme et honorable persé-  
 véranee — à quoi ? — à refuser  
 tout secours quelconque aux puissances,  
 qui se sont battues pendant  
 dix ans, pour prévenir la destruc-  
 tion de l'Europe ! En vérité,  
 rien ne pouvoit plus exposer au  
 grand jour la faiblesse radicale de ce

manifeste et le peu de confiance  
que ses auteurs eux-mêmes ont eu  
dans la bonté de leurs argumens.  
Si, pour dénigrer et rabaisser l'An-  
gletorre, la Russie a senti le besoin  
de prôner et d'élever le Danemarck,  
la cause qu'elle plaçoit dans  
celle pièce, devoit être d'un bien  
mauvais aloi.

## IX.

"L'Empereur blessé en sa  
"Dignité, dans l'intérêt de ses peup-  
"les, dans ses engagements avec les  
"Rois du Nord par cet acte de-



"violence, commis dans la Mer Noire,  
 "l'igue", qui est une mer fermée dont  
 "la tranquillité avoit été depuis long  
 "tems, et du s<sup>eu</sup> du Cabinet de St.  
 "James réciproquement garantie par  
 "les puissances riveraines, ne dissimule  
 "pas son ressentiment etc etc."

Après tout ce qui a été dit  
 jusqu'ici cet article n'auroit plus  
 besoin de réponse. Mais nous y  
 arrêterons toutefois un moment, pour  
 relever l'assertion qui s'y trouve,  
 relativement à la Mer Noire.

Il n'existe aucun principe de

154  
(Droit public, généralement admis et re-  
connu qui puisse autoriser le Cabinet de  
St. Petersbourg à soutenir, "que la Mer  
Baltique est une mer fermée." Cette  
singulière prétention n'a été mise-en  
avant que dans quelques prières émises  
(Du Cabinet de Copenhague, et) dans quel-  
ques conventions particulières entre  
telles et telles puissances de la Bal-  
tique, conventions, qui n'étoient nul-  
lement obligatoires pour ceux qui n'y  
avoient jamais consenti; et contre  
lesquelles le Gouvernement Anglois a  
constamment protesté dans toutes

les occasions. \* — Mais en supposant  
même, qu'il en ait été autrement, que  
la prérogative conférée à la Baltique.

---

\* On la trouve pour la première fois dans une déclaration  
que le Roi de Danemark fit remettre aux puissances belligérantes,  
au mois de Mai 1790; elle reparut ensuite dans les articles séparés  
de la convention maritime entre la Russie et le Danemark, au  
9 Juillet 1790. Dans l'une et l'autre de ces pièces il est dit "que la  
Mer Baltique étant une mer fermée, incontestablement telle,  
par sa situation locale, où toutes les nations doivent et peuvent  
naviguer en paix, et jouir de tous les avantages d'un calme parfait"  
on prendra des mesures "pour ne pas admettre l'entrée des vaisseaux  
armés des puissances en-guerre dans cette mer; — " système "

754.  
par une autorité ouvertement incompétente; pour  
Donner la loi à toute l'Europe, eût été  
sanctionnée par l'assentiment général, il  
n'en seroit pas moins impossible de préten-  
dre, qu'elle s'étendit à un cas comme ce-  
lui, que nous discutons à-présent. L'objet

---

ajoute-t-on - d'autant plus juste et naturel, que les puissances  
dont les états entourent la Baltique, jouissent de la plus profonde  
paix. — Cette dernière clause indiquera entre autres, combien une  
stipulation pareille, quand même elle auroit pu l'être dans le traité  
les puissances qui n'y avoient point pris part, seroit inapplicable  
aux circonstances actuelles.

De ces déclarations n'étoit, et ne pourroit  
être, que de défendre aux puissances étran-  
gères, de porter leurs guerres dans la Bal-  
tique, d'y commettre des hostilités reci-  
proques, d'y poursuivre les vaisseaux et  
le commerce de leur ennemi. Mais per-  
sonne n'a pu imaginer, que l'on songeât  
à se prévaloir d'un privilège pareil, con-  
tre une puissance, qui se trouveroit en  
guerre directe avec l'une ou l'autre des  
puissances de la Baltique elles-mêmes.  
Si tel avoit été le sens d'une mesure de-  
jà suffisamment arbitraire, elle auroit donc  
prétendu garantir de toute guerre ma-  
ritime



758  
1758  
les états asser heureux pour être placés  
dans cette mer privilégiée ! — Il seroit  
inutile d'en dire d'avantage contre une  
assertion qu'on n'a qu'à réduire à ses  
véritables termes, pour qu'elle se montre  
dans toute sa nullité

Mais cette, la Dignité de l'Empereur  
de Russie, n'a été bloquée par l'expédi-  
tion de Copenhague, qu'en autant que  
celle-ci lui a malheureusement inspiré  
le manifeste, sur lequel nous gémissons  
aujourd'hui ; l'intérêt de ses peuples,  
étranger à tout ce démêlé, n'en sera  
affecté, que par la résolution d'envisager

l'affaire de Copenhague comme une  
raison de se brouiller avec l'Angle-  
terre. Et quant aux engagemens avec  
les Cours du Nord auxquelles on en  
appelle ici, pour justifier cette réso-  
lution désastreuse, nous prouverons  
dans les observations suivantes  
qu'ils étoient depuis long-tems  
oblitérés par des actes et des engage-  
mens postérieurs.

## X.

"Sa Majesté ne prévient pas,  
" que lorsque l'Angleterre touchoit  
" au moment d'enterrer sa proie, elle

"feroit un nouvel outrage au Danemar,  
 "et que sa Majesté devoit le partager .

"De nouvelles propositions furent faites,  
 "les unes plus insidieuses, que les autres. &c. &c.

"— L'Empereur prévit encore moins qu'on

"lui feroit l'offre de garantir la sou-

"mission du Danemar., et de répondre que

"cette violence n'auroit aucune suite.

"fâcheuse pour l'Angleterre &c. &c. &c.

"Il ne donna à cette démarche rien

"Cabinet de St. James d'autre atten-

"tion que celle qu'elle méritoit, et

"juger, qu'il étoit tems de mettre

"des bornes à sa modération." "

Il faut s'armer d'un nouveau cou-  
rage pour exposer tout ce qu'il y a  
d'affligeant dans cet article. Dégagé  
de toute fausse couleur, et traduit en  
langue vulgaire, il est proprement de  
la teneur suivante: "L'Angleterre,  
répugnant à l'idée d'une guerre, for-  
mellement établie entre elle et le Dane-  
marc, a fait à cette puissance des  
propositions de paix avantageuses;  
répugnant bien plus encore à la per-  
spective d'une rupture avec la Russie,  
elle a employé tous les moyens, pour  
ramener l'Empereur à des sentiments

162.  
D'indulgence en sa faveur ; elle a réclamé  
les bons offices de ces Monarques , pour ter-  
miner sa querelle avec le Gouvernement  
Danois . Mais au lieu de prêter l'oreille  
à ses propositions , l'Empereur n'a  
écouté que les aveugles ressentimens  
(aveugles , quelques justes même qu'ils  
puissent être ) du Cabinet de Copenhague ;  
et au lieu d'appaiser les voies  
de la paix , Il s'est précipité lui-  
même dans une guerre dont personne  
ne peut calculer les résultats .

Nous ne connoissons que très im-  
parfaitement et par des canaux éfientiel-  
lement

762  
91  
suspects les dernières ouvertures adressées  
par le Gouvernement Anglois au Prince  
Royal de Danemarck. Mais d'après  
tout ce que nous en savons par ces  
sources, l'Angleterre offroit comme prix  
d'un rapprochement avec le Danemarck  
la conservation intacte de la flotte Dan-  
noise et sa restitution in statu quo,  
à l'époque de la paix générale - liberté  
entière et protection efficace pour le  
commerce du Danemarck - et l'emploi  
de tout moyen convenable pour procurer  
à cette puissance, par des acquisitions  
utiles dans les deux Indes un juste



1611  
(Dédommagement pour ce qu'elle avoit pu  
souffrir pendant la crise. — Il est assez  
difficile de déterminer, si la crainte de  
deplaire aux Français, ou la fureur  
contre les Ministres Anglois a été le  
motif principal du refus, aussi brusque,  
que peu décent, qu'ont éprouvé ces  
propositions. Mais ce qui est bien  
clair et certain c'est que l'intérêt  
réel de son pays n'y a point déci-  
dé le Gouvernement Danois. Ce qui  
l'est peut être plus encore, c'est que  
les propositions du Ministère Brittan-  
nique n'étoient ni insidieuses, ni contraires

à aucun principe d'honneur, et que, si  
les rédacteurs de la déclaration Russe les  
ont qualifiées de "nouvel outrage", s'ils  
se sont oubliés au point de prétendre qu'elles  
tendoient à imprimer sur les actions du  
Prince Royal le cachet de l'avilissement -  
ils n'ont fait qu'annoncer à l'Europe,  
qu'~~intention de~~ <sup>qu'</sup> ~~ils~~ incapables de  
juger le fond de la question, <sup>ils n'étoient pas moins</sup> ~~que~~ mal,  
heureux <sup>moins</sup> ou mal-adroits dans le choix  
des termes, dont ils se servoient.

Mais quelque ait été la conduite  
de la Cour de Copenhague dans une si-  
tuation, sans-doute embarrassante et

166.  
épineuse, celle au moins, que prescrivait  
à l'Empereur de Russie la bonne politique  
et le soin de sa gloire, l'intérêt de son  
Empire et de l'Univers n'étoit pas même  
problématique. Si l'Ambassadeur  
d'Angleterre avoit effectivement demandé  
de aux Ministres de l'Empereur, "que  
Sa Majesté se chargeoit de parler  
en faveur d'une mesure, qu'Elle désap-  
prouvoit au fond de son cœur" — il  
n'y auroit eu rien d'offensant, et rien  
de déraisonnable dans une demande pa-  
reille. Sa Majesté ne s'étoit point  
encore hautement expliquée sur cette

167.  
93

affaire; le mécontentement, qu' Elle  
avait pu en témoigner en secret n'étoit  
pas une raison pour L'empêcher,  
D'appaiser par des sages représentations  
l'irritation du Gouvernement D'anois,  
et de présenter même cet événement  
fâcheux sous des couleurs moins noires  
et moins odieuses, qu'on ne lui avoit  
présentées dans la première effervescence  
des passions. — Mais le véritable sens  
de ce que sollicitoit l'Ambassadeur  
D'Angleterre, étoit d'engager l'Empereur  
à employer ses bons offices, pour  
arrêter les progrès et les suites de cette

162.  
querelle funeste. Pourvu qu'Il ait  
répondu à cette proposition, on n'aurait  
jamais exigé de Lui, qu'Il se fit  
"l'apologiste et le soutien" d'une  
mesure contraire à ses sentimens.  
Son honneur n'aurait point été  
blesé de ce que tous les grands intérêts  
réunis Lui faisoient un devoir d'entre-  
prendre. Et si l'Angleterre persistoit  
à défendre le principe de son expédi-  
tion contre le Danemarck, l'Empereur  
ne se seroit nullement compromis,  
en laissant là toute discussion de ces  
principes, pour se borner au langage



D'un Médiateur. Si au contraire (comme  
la déclaration tend évidemment à l'in-  
sinuer) le Gouvernement Anglois témoig-  
noit des regrets sur cette entreprise,  
quelque coupable que l'Empereur eut  
pu le croire, il étoit même de sa  
grandeur et de sa générosité de garder  
le silence sur ses torts. — Si les  
hommes qui dirigeoient les conseils  
de ce Souverain, avoient été à la  
hauteur de leur tâche, bien loin de  
se vanter<sup>22</sup> de n'avoir donné à la  
dernière Démarche du Cabinet de  
Londres d'autre attention que celle



170.  
qu'elle méritoit," ils auroient vu,  
que cette démarche importante leur  
imposoit la plus haute attention;  
ils auroient senti aussi à quel point  
ils manquoient à leur Souverain,  
en l'engageant à payer la confiance,  
avec laquelle les Ministres Anglois  
s'adressoient encore à Lui dans ce  
moment pénible, d'un retour aussi  
peu délicat, et aussi cruel, que celui  
de divulguer leurs propositions, et  
d'y attacher les épithètes les plus  
outrageantes.

## XI.

"Sa Majesté rompt toute communi-  
 "cation avec l'Angleterre ; Elle rappelle  
 "toute la mission qu'elle y avait, et ne veut  
 "pas conserver auprès d'Elle celle de Sa  
 "Majesté Britannique. Il n'y aura  
 "d'orénavant entre les deux pays aucun  
 "rapport."

Pour peu que l'on se connoisse  
 à la marche et au style de la diplomatie,  
 on devoit nécessairement s'attendre  
 à voir une déclaration de guerre bien  
 caractérisée, couronner un aussi violent  
 Manifeste. Et pourtant, à en juger,

par ces mots, le Cabinet de St. Pétersbourg  
à l'air de vouloir s'arrêter en-deçà de ce  
terme. Si on avoit eu des bonnes foi  
cette intention, si, entraîné par un mou-  
vement momentané, ou par des sollicitations  
et des instigations étrangères, on avoit vou-  
lu se borner toutefois à suspendre les an-  
ciennes relations avec l'Angleterre, sans  
les déclarer absolument détruites, tout  
en déplorant l'égarement de la Russie,  
nous applaudissions encore à sa modération.  
Nous laisserions à d'autres la tâche pénible  
de lui reprocher sa faiblesse; nous nous  
en tiendrions à ce qui percerait encore.

de ménagemens et de sagesse dans sa  
conduite. ~~mais c'est de la sagesse et de la modération~~  
~~de la sagesse et de la modération~~  
~~pour ne pas dire d'une guerre illimitée~~ Mais  
tel n'est pas, malheureusement, le cas,  
où nous nous trouvons. L'illusion,  
dont nous berce ce premier paragraphe  
du Résumé ne dure qu'un instant,  
ce qui le suit, est bien plus qu'une  
Déclaration d'hostilités pure et simple;  
c'est le signal d'une guerre illimitée -  
pour ne pas dire d'une guerre éter-  
nelle. - Ainsi les auteurs de ce Ma-  
nifeste, ont effectivement trouvé le

74.  
moyen d'accumuler sur leurs têtes les  
tous les plus opposés, ~~accablés par eux-mêmes~~.  
Ils n'ont pas eu le courage de se con-  
stituer en guerre ouverte avec le Gouverne-  
ment Anglois ; et cependant ils ont sur-  
passé de beaucoup ce que les déclarations  
de guerres connues peuvent offrir de  
plus hostile et de plus violent. Ils  
ont été exagérés et irrésolus, timi-  
des et pusillanimes, tranchans et  
faibles à-la-fois.

XII.

"L'Empereur déclare, qu'il annulle,  
"et pour toujours, tout acte conclu précédé  
"demment entre la Grande Bretagne et  
"la Russie, et nommément la conven-  
"tion faite en 1801 le 24<sup>e</sup> du mois de Juin."

Et la lecture de cet article fatal  
tout homme sensé doit être saisi d'un  
sentiment bien au-delà des peines que  
peut lui faire éprouver le récit des  
catastrophes particulières les plus lu-  
gubres. Qu'est-ce en effet, qu'une  
bataille de Friedland ou un bombarde-  
ment de Copenhague, en comparaison



176.  
D'un attentat de Cabinet, qui détruit  
D'un seul trait de plume ce que des  
siècles avoient successivement créé pour  
l'intérêt de deux grandes nations, et  
substitue à tout un code de lois les  
horreurs de l'anarchie et du chaos.  
Jusqu'ici dans les guerres les plus achar-  
nées, on a tout au plus regardé comme  
suspendus les traités, qui fixoient les  
droits et obligations réciproques des  
états, et dont l'ensemble constituait  
le droit public de l'Europe. C'est  
pourquoi aussi jusqu'à l'époque de  
nos bouleversemens mortels, chaque

traité de paix tant soit peu important,  
 commençoit par une récapitulation et  
 confirmation solennelle de ceux qui l'a-  
 voient précédé. La prescription de cette  
 forme salutaire, qui ne se retrouve  
 dans aucun des traités signés depuis  
 la révolution de France, et dont  
 l'absence a dû être sur-tout remar-  
 quée dans ceux de Lunéville et  
 d' Amiens, étoit un des symptômes  
 les plus saillans de la dissolution de  
 l'ancien système fédératif et de la  
 décadence totale du corps politique.  
 Aujourd'hui la Russie paroit ambition-

78.  
le triste privilège de renchérir encore  
sur les progrès, peut être trop lents,  
du désordre général. Avant même  
que la guerre soit allumée, et sans  
l'avoir positivement déclarée, elle  
abolit en-masse, et "pour toujours"  
tous les actes conclus précédemment  
entre elle et la Grande Bretagne!!  
Il ne faut pas une réflexion bien  
profonde sur le caractère et les effets  
de cette démarche, pour reconnaître  
en frémissant, que dans le vaste  
repertoire d'usurpations qui compose  
l'histoire de notre temps, il ne s'en

trouve point de plus hardie, de plus  
pernicieuse, de plus essentiellement  
révolutionnaire et anti-sociale. Si  
à la vue d'un aussi terrible phéno-  
mène il nous reste encore une der-  
nière et triste consolation, ce ne  
peut être que celle de présumer,  
que les auteurs de ce paragraphe,  
inouï, incapables de mesurer l'abîme  
qu'ils creusent eux-mêmes sous leurs  
pieds, s'y sont jetés par aveuglement  
et par ignorance plutôt que de pro-  
pos délibéré.

Quant à la convention de 1801,

780.  
contre laquelle ce coup audacieux paroit  
être particulièrement dirigé, il ne sera  
pas inutile de relever ici une insinua-  
tion aussi mensongère qu'impertinente,  
que les Journaux Français et leurs  
nombreux échos, font aujourd'hui cir-  
culer en Europe, <sup>en</sup> prétendant que cette  
convention avoit été arrachée à  
l'Empereur de Russie, comme par  
surprise, dans cette incertitude et  
fluctuation des conseils, qui carac-  
térisent quelquefois les premiers mo-  
mens d'un nouveau règne. La con-  
vention de Petersbourg est le résultat

136  
150  
D'une négociation très profonde entre  
deux des premiers hommes - d'éclat du  
siècle ; (le Comte Perini et Lord St. Helens)  
elle a été reçue par tous les partis,  
non-pas comme un arrangement pas-  
sager, mais comme une loi fondamen-  
tale, réglant et déterminant pour toutes  
les guerres futures les rapports entre  
l'Angleterre et la Russie ; "ses  
stipulations" (dit l'article **VIII** de  
ce traité) "seront regardées comme  
permanentes, et servant de règles  
constantes aux puissances contractantes  
en matière de commerce et de navigation ;"



enfin, par l'accession des autres puis-  
 sances de la Baltique, elle est devenue  
 une des principales bases de la legisla-  
 tion maritime de l'Europe. Ajoutons  
 encore que cette convention n'a pas  
 singulièrement favorisée l'Angle-  
 terre, que plusieurs des points les  
 plus essentiels y ont été décidés  
 d'après les vœux et les réclamations  
 de la Russie, et que, pour tout dire,  
 quelques-unes même des dispositions  
 du fameux traité de 1780 y ont été  
 littéralement insérées. Les Anglois  
 les plus en-état de juger sur des

objets pareils, bien loin de regarder  
la convention de Petersbourg comme  
un avantage remporté par leur pays,  
l'on constamment envisage' comme  
un sacrifice dicté par le désir de  
la paix, et par celui de rétablir  
et de consolider les liens qui les  
unissoient à la Russie. Un des  
hommes les plus distingués de  
l'Angleterre (Lord Grenville) a  
même soutenu dans un discours,  
qui ne sera pas oublié de si tôt,  
par des argumens de beaucoup de  
poids, que l'intérêt du Gouvernement

Britannique avoit été très peu  
 consulté Dans cette affaire, que  
 quelque précieuse que fut l'amitié  
 de la Russie, on l'avoit achetée  
 trop-cher par ces stipulations.  
 — Et voilà le traité, que les  
 Ministres de Russie déchirent,  
 aujourd'hui avec la plus coupable  
 légèreté, qu'ils déclarent  
annulé pour toujours !

### XIII.

" Il proclame de nouveau les  
 "principes de la Neutralité armée,  
 " ce monument de la sagesse de

"l'Impératrice Catherine, et s'en  
 "gage à ne jamais déroger à ce  
 "système."

Nous ne nous aviserons pas  
 de discuter ici la question célèbre,  
 qui a donné naissance à ce qu'on  
 appeloit la Neutralité Armée de  
 1780. Cette question est trop pro-  
 fonde et trop compliquée pour être  
 traitée en passant. Elle se trouve  
 d'ailleurs tellement défigurée, par  
 les prétentions contradictoires des  
 différens partis, par les déclamations  
 perfides du Gouvernement Français,

par les cris insensés des Avocats des  
 ci-devant Nègres, par l'insuffisance  
 de presque tous les écrivains, qui ont  
 cru pouvoir aborder ses ténécils, par  
 la crédulité et l'égarement du pub-  
 lic, que de la rétablir dans son vrai  
 jour, est devenue une des tâches les  
 plus difficiles, pour l'homme même  
 le plus exercé à ces entreprises.  
 Nous nous contenterons de dire  
 (sauf à en administrer les preuves  
 dans une autre occasion) que par-  
 mi les impostures les plus fameuses,  
 pratiquées en grand contre le genre-

humain, il y en a peu, ou peut-être  
aucune, comparable, soit pour la  
maliquité de la conception, soit  
pour l'impudence de l'exécution,  
celle par laquelle on a su confondre  
le problème d'une juste proportion  
entre les droits des puissances belli-  
gerantes et les droits des pavillons  
neutres — avec la chimère de la li-  
berté des mers ; peu, ou peut-être  
aucune, dont le succès ait été plus  
complet et plus brillant pour les  
imposteurs, et plus désastreux pour  
les dupes. — La vérité reparaitra



un jour, et alors on aura de la peine à comprendre, comment (non obstant la difficulté de pénétrer le fond de cette matière), une génération toute entière a pu être la victime d'un artifice, dont les fils étoient si grossièrement tressus, que le bon sens, et la réflexion la plus commune, auroient suffi pour les déceler.

Maintenant il ne s'agit que d'examiner, de quel droit, et dans quel but raisonnable la Russie, s'avise de rétablir les principes de la Neutralité Armée.

104

Lorsque vers la fin de la guerre d'Amérique  
plusieurs puissances se réunirent à la  
Russie, pour établir, et promulguer ces  
principes \*, le Gouvernement Anglois

---

\* Ceux qui veulent se donner la peine de lire ou de relire  
une petite brochure publiée sur l'origine de la Neutralité Armée,  
écrite par un témoin irrécusable, et qui ne parait pas avoir été  
payée par les Anglois (le Comte Fortis, alors Ministre de Russie  
à St. Pétersbourg) y trouveront ce qui s'est passé, et ce qui  
qui "se manifeste en la sagesse de l'Impératrice Catharine"  
et par quel singulier mélange de qui-pro-quo, d'in-  
trigues et de tours d'adresse il a été mis dans le  
monde.

ne répondit à leurs déclarations que par  
les protestations les plus sages et les plus  
modérées; évitant autant que possible de  
s'expliquer sur le fond de la chose et s'en  
tenant à ces traités positifs qui ne pou-  
voient être ni légalement abolis, ni lé-  
galement modifiés sans son aveu. — Par  
les conjonctures les plus bizarres, et les plus  
fatales, ce système fut reproduit en 1800,  
et même avec plus de fracas, d'aperté,  
et de véhémence, qu'on n'en avoit  
montré à sa première apparition.  
L'Angleterre étoit hautement menacée  
d'une guerre avec toutes les puissances du

Nord. C'est alors qu'elle prit le parti  
de déclarer qu'elle s'exposeroit à tous les  
Dangers, plutôt que de passer sous des  
lois, établies sans son consentement.

Elle n'accepta des règles arbitraires, ima-  
ginées par tel ou tel cabinet, en contra-  
diction directe avec les traités. Le chan-  
gement de règne en Russie amena des  
sentimens justes et modérés; il s'ouvrit  
une négociation; la Russie eut de-  
voir abandonner une partie des préten-  
tions, consignées dans les actes de  
1780, et répétées dans ceux de 1800;  
l'Angleterre de son côté se relâcha

77  
sur plusieurs articles Du système oppo-  
sé à celui de la Neutralité Armée. Et  
en résulta la convention de 1801, sage,  
équitable, et bien calculée, moyennant lequel chacun des deux  
partis sacrifia au désir de la paix  
ce que l'autre trouvoit de trop rigou-  
reux dans ses principes. Bientôt,  
après, cette même convention fut  
acceptée par le Danemarck et la  
Suède; et la querelle, qui avoit agi-  
té le Nord, parut terminée et ense-  
velie pour long-tems.

De quel droit l'Empereur de

Russie revient - Il aujourd'hui sur une  
affaire, complètement jugée? Qu'ont  
de commun ses griefs actuels contre  
l'Angleterre (en les supposant même  
tout aussi réels, qu'ils sont chimé-  
riques et insoutenables) avec une pré-  
tention formée il y a trente ans, dis-  
cussée depuis dans tous les sens, et ra-  
menée enfin aux termes les plus  
justes et les plus raisonnables, par  
un arrangement libre et légal, et  
que le Gouvernement Anglois a  
toujours scrupuleusement observé?  
— "Les engagemens avec les puissances



194  
( du Nord ) — nous répond la déclaration :  
• Mais ces engagemens avoient cessé d'exister ,  
depuis que leur objet n'étoit plus ; les stipu-  
lations de 1780 et de 1800 se trouvoient ab-  
solutement éteintes , par celles de la conven-  
tion de 1801, ouvrage des trois principales  
entre les puissances , qui avoient con-  
sécrée la neutralité armée ! — Il seroit  
en outre bien curieux de savoir, laquelle  
( des puissances du Nord ) auroit pu réclamer  
à présent l'exécution de ces engagemens  
surannés . Serait ce peut être la Prusse,  
réduite au dernier degré d'impuissance ,  
absorbée par ses embarras et ses malheurs ,

et déjà assez cruellement punie par la  
 nécessité de fermer contre les Anglois  
 ce qui lui restait de débouchés maritimes,  
 et de se déclarer l'ennemi d'une puissance,  
 qui venait de lui pardonner ses torts  
 d'une manière aussi noble et aussi  
 magnanime. Serait-ce le Roi de  
Suède, consumé de chagrin sur l'état  
 actuel de l'Europe, invinciblement  
 attaché à l'ancien système politique,  
 et si étroitement lié à l'Angleterre,  
 que rien de moins qu'une force irrésisti-  
 ble ne le fera renoncer à son alliance?  
 Non! Ce n'est pas même le Gouverne-  
 ment,

270.  
Danois, qui ait provoqué cette étrange  
résolution. Tout irrité, tout enflammé,  
qu'il puisse être contre l'Angleterre, il  
ne cherche ni sa satisfaction, ni sa ven-  
geance, dans le rétablissement de la ligue  
de 1780. Les différends très peu considéra-  
bles, qui depuis la convention de 1801,  
jusqu'à l'époque où l'agonie du conti-  
nent a amené la catastrophe de Copen-  
hague, ont eu lieu entre l'Angleterre  
et le Danemarck, tenoient à des questions,  
peu connues, ou peu agitées du temps de  
la neutralité armée; à des questions  
D'ailleurs, qu'un traité additionnel,

négoce dans un moment de calme ,  
aurait fixées tôt ou tard, d'une manière  
infinitement plus convenable et infinitement  
plus bienfaisantes pour le Danemark ,  
que les moyens choisis par la Russie\*.

---

\* Dans les dernières grandes discussions , qui se sont élevées  
pendant la guerre actuelle sur les limites de la neutralité mari-  
time, il ne s'agissoit ni d'un droit général du pavillon neutre, de couver  
la marchandise ennemie, ni de la définition du droit de blocus, ni de celle de  
la contrebande de guerre, ni de la prérogative des bâtiments naviguant sous  
couvert; c'est à dire, d'aucun des articles, qui avoient fait naître la ligue  
de 1780, et la querelle de 1800. Quant aux <sup>Car</sup> puissances de la Baltique, ces  
articles se trouvoient tous arrêtés par la convention de 1801; et quant aux

— Le fait est donc, qu'il n'existoit aucun engagement, aucune réclamation, aucune invitation quelconque, qui eût pu déterminer le Cabinet de St. Petersbourg à remonter jusqu'à la ligue de 1780, pour annuler toutes transactions subséquentes. Cette démarche

---

Etats-Unis de l'Amérique, ils acquiescoient paisiblement aux principes suivis par le Gouvernement Britannique dans tout ce qui n'avoit pas été définitivement réglé par le traité de 1793. Mais ils s'étoient présentés en alléguant une question toute nouvelle, et d'une importance supérieure à tout le reste, celle de savoir, "à quel point, ou sous quelles restrictions les puissances neutres étoient autorisées à faire le commerce avec les colonies ou puissances belligérantes." Cette question n'intéressoit en grand, que

aussi arbitraire que funeste n'a pu lui être  
dictée, que par une rage aveugle contre l'An-  
gleterre, ou — ce qui est bien plus raison-  
nable — par une condescendance sans bornes  
aux volontés, aux caprices et aux fureurs  
du Gouvernement Français.

---

L'Angleterre et la France, et après elles les Américains. Les Français  
ne s'y trouvoient que pour peu de chose; et elle étoit tellement étran-  
gère à la Russie, que quand même elle eût été décidée en faveur d'une li-  
berté illimitée, la Russie n'y aurait rien profité. Elle nous a paru  
nécessaire, pour faire comprendre, combien la prétention du Cabinet de  
St. Pétersbourg, de reproduire aujourd'hui les principes depuis long-temps  
abandonnés de 1790, étoit maladroite et déplacée sous les rapports.



Après cela, il seroit sans-doute sur-  
perflu de se perdre en conjectures sur le  
but d'une déclaration pareille; mais il  
vaut bien la peine d'examiner quel  
en sera nécessairement l'effet. L'Angle-  
terre ne peut point se soumettre au  
système refusé par la Russie; elle  
ne peut pas même se prêter à une négocia-  
tion dont ce système constituerait une  
des bases. Le fond de cette fameuse dis-  
cussion n'est nullement, comme on le  
fait croire au public, un combat d'in-  
térêt ou de jalousie entre l'Angleterre  
et celles des puissances qui seroient ou

prétendraient être neutres dans les guerres maritimes, qu'elle soutient. Jamais quoiqu'en dise Bonaparte, et cent mille journalistes après lui, jamais le Gouvernement Anglois n'a entendu gêner le commerce de ces puissances, pour leur faire un mal direct à elles-mêmes; jamais il ne s'est opposé qu'à l'abus qui a été fait de leur pavillon, en faveur des intérêts de son ennemi.

Pour ceux qui ont voulu voir la vérité, l'état florissant des pays qui gardaient cette perfide neutralité — (perfide) puisqu'au milieu de leurs

206  
acqu<sup>rements</sup>isations ils travailloient (à leurs  
propres ruines, en accélérant celle de  
leurs voisins) les gains immenses, qui  
ont été faits à Hambourg, à Emden,  
à Copenhague, à Stettin, à Danzig,  
à Riga &c. &c. &c., les richesses énormes  
accumulées par les Américains, —  
étoient bien autant de preuves pal,  
pables, (de ce qu'en dépit des barres  
et des entraves, que l'Angleterre a  
pu mettre à leurs opérations, l'avant,  
tage du pavillon neutre, étoit vaste,  
prodigieux, incalculable. Il est tout  
simple que l'avidité (de quelques)

individus auroit désiré de le pousser plus loin, mais il est sûr aussi, qu'au delà d'une certaine extension, le profit qui en seroit revenu à leurs pays, n'étoit rien en comparaison de celui, que devoit en retirer la France, et par conséquent rien en comparaison du mal que l'Angleterre devoit en souffrir. Pour la France et ces puissances tributaires, qu'elle se plait à appeler ses Alliés, chaque nouveau progrès du pavillon neutre étoit une véritable conquête sur l'Angleterre. C'est à l'ombre,

De ce pavillon, qu'elles auroient voulu  
 échapper tout-à-fait, et qu'elles ont  
 effectivement 'échappé' en grande par-  
 tie, aux embarras, aux peines, et aux  
 calamités, que la supériorité mari-  
 time de leur ennemi devoit nécessaire-  
 ment leur faire éprouver; c'est à  
 l'ombre de ce pavillon, qu'elles  
 ont soutenu et nourri leur com-  
 merce, qu'elles ont conservé une com-  
 munication précieuse avec leurs co-  
 lonies, qu'elles ont bravé, qu'elles  
 ont frustré, qu'elles ont confondu  
 jusqu'à un certain point les efforts

les plus puissans de l'Angleterre ,  
 dans une époque , où leur propre  
 pavillon aroit absolument disparu  
 de toutes les mers. Or , si le Gouver-  
 nement Anglois a constamment et  
 vigoureusement résisté à l'affermis-  
 sement de cet ordre de choses , dans  
 un tems où les projets de la France  
 ne faisoient que s'avancer vers leur  
 terme , où on lui disputoit encore  
 le terrain , sur lequel elle vouloit  
 établir sa suprématie , où le succès  
 final de ses entreprises étoit encore  
 plus ou moins douteux , comment



Donc si consentirait il aujourd'hui, que  
 tout est consommé, que Bonaparte  
 gouverne le Continent, qu'il en dise,  
 pose même pour écraser l'Angle,  
 terre autant qu'il est en état de  
 l'atteindre. L'Angleterre ne pos-  
 sède plus qu'un moyen, pour contre-  
 balancer un pouvoir aussi gégan-  
 tesque; il se trouve dans cette supé-  
 riorité maritime par laquelle elle  
 frappe son ennemi dans la seule  
 partie, où il soit resté vulnérable,  
 en attaquant ses ressources, pécun-  
 iaires, en anéantissant son

112  
commerce, en l'excluant de ses colo-  
nies, en faisant languir et dépérir  
son industrie, en le condamnant en-  
fin au milieu de sa gloire et de  
ses succès à un état de privations  
et de souffrances, qui à la longue  
doit le forcer à une paix, compati-  
ble au moins avec l'existence de  
l'Angleterre: quand elle ne condui-  
roit même à rien de plus. Mais  
si l'intervention complaisante des  
neutres veut paralyser ce dernier  
crainte, protéger la France contre  
les seules armes, qu'elle ait à redouter,

et réduire la guerre maritime à un vain et stérile appareil, le résultat est facile à prévoir. (En possession de tous les avantages, et débarrassé de la seule contrariété qui pouvoit en troubler la jouissance, ou en retarder le développement, le Maître du Continent, devenu le Maître de l'Univers, imposeroit son joug à l'Angleterre, comme il l'a imposé à tant d'autres États. — A l'époque où les prétentions des Neutres se sont annoncées pour la première fois (en 1780) il étoit,

119

au-moins possible De concevoir, que  
par un excès De modération ou de  
générosité l'Angleterre eut consenti  
à les admettre. A une époque même  
bien plus avancée, elle s'est effec-  
tivement prêtée à un accord, qui a  
réalisé une partie de ces prétentions.  
Mais que dans la situation où nous  
nous trouvons aujourd'hui, l'Angle-  
terre rétrogradât tout-à-coup au-  
point de reconnoître d'emblée la  
totalité de ces principes arbitraires,  
par lesquels on assureroit à son  
ennemi mortel la seule chose qui

410  
lui manquait encore pour achever  
son despotisme monstrueux — il  
est plus que choquant de l'exiger,  
et plus qu'insensé de s'y attendre;  
car en signant une pareille capitu-  
lation, l'Angleterre aurait signé  
sa mort.

Et c'est le moment, que le  
Cabinet de St. Pétersbourg a pu  
choisir, pour "proclamer de nou-  
veau les principes de la neutralité  
armée," et pour déclarer "qu'il  
n'y dérogeroit jamais"!! —  
Une guerre perpétuelle entre.

45  
l'Angleterre et le Continent — ou  
une catastrophe, qui en soumettant  
l'Angleterre à Bonaparte, détrui-  
roit pour des siècles tout espoir  
de liberté et de bonheur — voilà  
la cruelle alternative dans la-  
quelle nous a jetés la Russie.  
(<sup>2</sup>) Et lorsqu'on pense, qu'aucun be-  
soin, qu'aucun intérêt réel, qu'au-  
cun calcul politique raisonnable  
n'a pu les porter à une telle extrê-  
mité, que, quand même le Gouver-  
nement Anglois pourroit consentir  
à ces principes de 1780, la Russie



42  
n'y gagneroit rien, que tout ce qu'elle  
peut désirer pour son commerce, pour  
sa prospérité, et pour son honneur,  
lui étoit garanti par le traité de  
1801 — qu'il ne reste donc pour  
expliquer sa conduite, que de recou-  
rir à l'effet prolongé de ce  
même déplorable ascendant, qui  
lui arracha les conventions de St. Il-  
sit — De quel effroi, de quelle  
douleur on est saisi ! Les cris de  
"neutralité armée", de "tyrannie  
maritime", ne sont plus que le  
signal convenu de cette espèce de

146  
croisade universelle, enfanlée par  
l'ambition de Bonaparte. Celui  
qui arbore ce signal se met ouverte-  
ment sous les drapeaux de ce chef;  
et en déclarant "qu'il ne le dépo-  
sera plus," il s'engage même à  
ne jamais les quitter. — Tel est donc  
le dernier mot de l'énigme. Ce  
manifeste ne doit point être con-  
sidéré, comme une simple déclara-  
tion de rupture avec l'Angleterre;  
c'est un acte public et solennel,  
par lequel l'Empereur de Russie,  
en embrassant le culte qui triomphe,

214.  
fait ses adieux à une cause fa-  
cree, qu'il avoit bien abandonnée  
à Silsil, mais qu'il n'avoit pas  
abjurée jusqu'ici.

#### XIV. •

"Il demande à l'Angleterre.  
"de satisfaire ses Sujets sur toutes  
"leurs justes réclamations de vi-  
"seaux et de marchandises, saisies  
"et retenues &c. &c."

Nous renvoyons pour cet ar-  
tikel à notre V<sup>me</sup> observation; et  
nous sommes intimement persuadé,  
(Dés, que si toutes les conditions,

attachées par l'Empereur de Russie  
à sa réconciliation avec l'Angleterre,  
étoient aussi peu difficiles à rem-  
plir, que celle-ci, la paix seroit  
bientôt rétablie.

## XV.

"L'Empereur prévient, que  
rien ne sera rétabli entre la Rus-  
sie et l'Angleterre, que celle-ci  
n'ait satisfait le Danemarck."

Cet article est d'une autre  
complexion. — c'est à l'époque, où  
le Gouvernement Anglois proposoit  
à l'Empereur de Russie de concourir

à un arrangement pacifique de sa  
querelles avec la Cour de Copenhague,  
le Cabinet de St. Petersbourg avoit  
choisi la ligne de conduite, que  
nous avons tracée plus haut  
(V. Observation X.) une satisfaction  
pleine et entière, et peut-être,  
bien plus que cela pourroit encore  
revenir au Danemark. — Dans  
ce moment-ci l'affaire seroit,  
Déjà beaucoup plus difficile; et  
quand la guerre aura duré un an,  
supposé même qu'elle ne se pro-  
longe pas d'avantage, les

27  
118

Dedommagemens devenant impossibles.  
Car comment restituer au Danemarck  
les six-cents batimens marchands  
saisis, jugés et confisqués, et les  
six-cents ou douze-cents de-plus, qui  
le seront d'ici à six mois ? Comment  
s'indemniser de tout ce qu'il doit  
souffrir par la stagnation absolue  
de son commerce, par la perte, au-moins  
temporaire, de ses colonies, par le  
déficit dans les revenus du royaume,  
par toutes les dépenses extraordinaires  
auxquelles le condamneront  
ses amis, bien plus encore, que



448  
son propre danger ? Comment enfin  
lui rendre sa flotte, quand le Gouver-  
nement Anglois, qui en dispose main-  
tenant de plein droit, l'aura défi-  
nitivement incorporée dans les siennes ?

Ces hommes irréfléchis qui lancent  
avec tant de légèreté les manifestes  
les plus hautains et les plus outra-  
geans, seront un peu plus embarras-  
sés, lorsqu'il s'agira un jour de  
remplir les engagemens dont ils se  
chargent. Ils verront alors, ce qu'il  
leur en coûtera de réaliser cette sa-  
tisfaction pour le Danemarck, dont

119  
ils parlent aujourd'hui si fort à leur  
aise. — En attendant nous sommes  
intimement convaincus, que, quelque  
soit la durée et le dénouement final  
de cette guerre, qu'elle se termine par  
quelque grande catastrophe, ou par  
un nouvel armistice sous titre de  
paix, que l'Angleterre soit éra-  
sée ou victorieuse — le Danemark  
sera toujours sacrifié; et ceux qui  
élevaient jusqu'au ciel le Prince  
Royal, pour avoir repoussé avec  
mépris ces dernières ouvertures de  
l'Angleterre " parce qu'elles ten-  
doient

à imprimer sur ses actions le cachet  
de l'avilissement " — qui dans leur  
aveuglement profond le félicitaient.  
" de ne pas avoir ratifié la capitula-  
tion de Copenhague, de l'avoir  
regardée comme non avenue " —  
trop heureux, s'ils échappent eux-  
mêmes à leur ruine totale, n'auront  
pas le loisir de s'occuper de la satis-  
faction des autres.

## XVI.

" L'Empereur s'attend à ce que  
" Sa Majesté Prussienne au lieu  
" de permettre à ses Ministres — — de

"répandre de nouveaux germes de guerre

" — se prêter à conclure la paix

" avec Sa Majesté l'Empereur des

" Français ce qui s'étendrait, pour ainsi

" dire, à toute la terre, les bienfaits

" inappréciables de la paix."

Pour ne pas laisser le moindre doute sur le sens de cette partie de la Déclaration, on a eu soin d'ajouter encore dans le paragraphe qui termine le Manifeste : " Lorsque l'Empereur sera satisfait sur tous les points, qui précèdent, et nommément sur celui de la paix entre la

France et l'Angleterre — — — et la  
Majesté reprendra alors avec la  
Grande-Bretagne des relations  
(d') amitié — — — qu'Il a peut-être  
conservées trop long-tems ! — Ainsi  
la paix avec la France est la  
condition sine qua non de toute  
réconciliation entre l'Angleterre  
et la Russie ! — Après ce qui a  
été observé plus haut (N<sup>o</sup> XIII à la fin)  
nous n'en sommes que médiocre-  
ment surpris.

En réfléchissant sur cet  
article capital, la première chose

Dont on est frappé, c'est ce bon d'ai-  
sance et d'ingénuité, avec lequel on  
exhorte Sa Majesté Britannique  
"à conclure la paix avec la France".

Comme s'il ne tenoit, qu'à un peu  
de bonne volonté de la part du Roi  
d'Angleterre que cette paix fut  
signée sur-le-champ ! Comme si  
cette flamme qui consume l'Univers,  
pourroit être éteinte par quelques  
bottes de paille, en revenant de  
quelque vieille prévention, ou en  
passant sur quelque chétive éti-  
quette ! — Il est vrai qu'une négocia-  
tion



24  
De-paix doit paraître une chose assez  
simple à ceux à qui il n'a fallu que  
huit jours, pour signer un traité, par  
lequel ils abandonnoient la moitié de  
la Monarchie Prussienne, l'Allemagne  
et l'Italie toutes entières, et l'Albanie  
et les Iles Ioniennes par dessus! Mais  
ils auroient pourtant dû se rappeler,  
combien de fois leur Souverain lui-même  
avoit déclaré à-la-face de l'Europe que  
tant que le Gouvernement François ne  
renonceroit pas à son système d'enva-  
hissement et ne respecteroit pas l'indé-  
pendance des peuples, toute paix étoit

impossible avec lui." ils auroient dû se  
rappeler sur-tout, que, si l'Angleterre  
n'a pas obtenu la paix, et une paix ho-  
norable et lucrative, à une époque, où  
le Gouvernement Français y étoit bien  
plus disposé qu'aujourd'hui, elle le doit  
à sa rare fidélité, à son attachement  
invariable pour la Russie. — Quoi,  
qu'il en soit, il convient très peu à un  
Souverain, de prêcher la paix à ses  
voisins, s'il n'a pas de quoi leur en  
frayer la route, de quoi leur en faci-  
liter les moyens, ou leur proposer une  
seule base solide.

Mais ce qui est encore bien autrement répréhensible, c'est de prétendre travailler à la paix par une Déclaration, qui, loin d'y conduire, en ferme plutôt la dernière avenue, et a l'air d'être imaginée exprès, pour compliquer et envenimer la querelle. Il ne nous en coûtera pas beaucoup de prouver, que tel est exactement le caractère, que l'on doit attribuer au Manifeste de la Russie.

Dans la situation, où se trouvent les choses, un rapprochement direct entre la France et

L'Angleterre est sujet à de grandes  
difficultés. En supposant même —  
ce qui est supposer beaucoup — que de côté  
et d'autre le désir de terminer la guerre  
seroit également sincère et prononcé,  
on a toujours de la peine à concevoir,  
qu'après tout ce qui s'est  
passé et notamment après les invectives,  
les abominations, et les horreurs inouïes,  
dont chaque jour des feuilles de Bona-  
parte abreuvèrent le Ministère. Peril-  
lannique, se chargerait de l'initia-  
tive d'une négociation. Le Cabinet  
de St. Pétersbourg étoit le seul organe,

qui fut resté, pour aplanir ces difficul-  
 tés ; par ses nouvelles relations avec la  
 France, quelques déplorables qu'elles  
 pussent être sous tout autre rapport,  
 il formoit au-moins un dernier mo-  
 yen de communication, un dernier  
 point-de-contact entre les deux grandes  
 puissances rivales. Dans les conjonctures,  
 où depuis la paix de Tilsit ce Cabinet  
 avoit placé l'Europe, et dans lesquelles  
 il s'étoit placé lui-même, la paix mari-  
 time étoit devenue le premier de ses  
 intérêts, et devoit être le plus ardent  
 de ses vœux. Sa marche étoit donc

clairement tracée. Il n'avoit plus  
 ni assez de force, ni assez de crédit;  
 pour une médiation proprement dite;  
 mais il devoit au-moins tout entre-  
 prendre, pour engager la négociation.  
 Aucun obstacle ne devoit l'arrêter  
 Dans cette marche; aucun refus ne  
 devoit le décourager; aucun désagrè-  
 ment ne devoit le dégouter. Quelque-  
 chose qu'out pu faire l'Angleterre,  
 on auroit dit, qu'un ecclésiastique en poli-  
 tique ne s'égarerait pas au-point d'oub-  
 lier que l'avantage de communiquer  
 avec elle, de lui inspirer des dispositions



pacifiques, au de cultiver celle qu'elle  
 annonçoit, pour en faire son profit  
 auprès de la France, restoit toujours  
 le même pour la Russie. Cependant  
 on a poussé la Dénouement. (si ce n'est  
 pas plutôt la pusillanimité) jusqu'à  
 se priver de cet avantage précieux.  
 Par une rupture publique avec l'An-  
 glotone, l'Empereur de Russie —  
 indépendamment de tout autre malheur  
 qui sortira de cette résolution fatale  
 — a bouché le dernier canal; par  
 lequel quelque rayon d'espérance éclai-  
 roit ses propres embarras, et les scènes

De misère et de désolation que présente  
chaque coin de l'Europe; et ce Mani-  
feste qu'il publie aujourd'hui pour som-  
mer la Majesté Britannique, de se  
prêter à une paix avec la France,  
étoit le seul acte qui manquait encore  
pour rendre la paix impossible.

Mais il ne suffit pas, que tout  
espoir d'un rapprochement soit détruit  
par l'apparition de ce Manifeste;  
Des torts bien plus graves y sont atta-  
chés. Il a allumé le feu, au lieu  
de l'éteindre. En proclamant "les  
principes de la neutralité armée,"

et en déclarant " que l'Empereur de  
Russie ne dérogera plus à ce système."  
il a fait éc. qu'un esprit infernal,  
auroit pu imaginer de plus malicieux,  
pour prolonger, pour éterniser la guerre.  
Il est vrai, que le Gouvernement  
Français avoit toujours soutenu et  
protégé les prétentions du pavillon  
neutre; mais jusqu'ici il avoit borné  
ses faveurs aux articles, dont il rem-  
plissoit les gazettes; jamais cette  
question épineuse n'avoit été pro-  
duite dans les négociations. On n'en  
trouve aucune trace, ni dans celle

De Lond Malmesbury en 1797, ni dans  
celle de 1801, qui a conduit aux prélimi-  
naires de Londres, ni dans celle de 1802,  
qui a arrêté le traité d'Amiens, ni  
dans celle de 1803. qui a précédé la  
nouvelle rupture, ni enfin dans celle  
de 1806. Pour nous en tenir à la der-  
nière de ces époques, c'est un fait ex-  
trêmement curieux, et que chacun  
expliquera comme il vaudra, qu'après  
tant de déclamations et de gascornades,  
après tant d'injures et de menaces, et  
tant de sermens solennels "de tout sa-  
crifier pour cette cause sacrée de la

221  
liberté du commerce et des mers — le  
Gouvernement Français a pu négocier  
huit mois avec l'Angleterre, sans  
qu'il ait été une seule fois question  
des droits du pavillon neutre; si la  
négociation de 1806 avoit amené la  
paix, cette affaire seroit absolument  
restée dans les termes, où elle se trou-  
voit réduite par la convention de  
Petersbourg de 1801, par rapport aux  
puissances de la Baltique, et par  
celle de 1794 par rapport aux Améri-  
cains. — Mais maintenant l'Empe-  
reur de Russie a provoqué le,

20  
117

Gouvernement Français; il l'a mis  
dans la nécessité d'entâmer directement  
la grande dispute; dorénavant la  
France et l'Angleterre ne peuvent  
plus songer à une négociation, sans  
rencontrer ce terrible écueil. — Or  
nous savons que c'est précisément  
le point sur lequel le Ministère Brit,  
l'unique s'armera de la plus inflexi-  
ble persévérance, celui, sur lequel il  
ne cédera jamais, et contre lequel,  
doit échouer toute négociation, où  
on auroit été assez mal-avisé pour  
l'introduire. — Voilà donc ce que



le (Cabinet) de St Petersbourg a conçu,  
pour faciliter cette paix, sous laquelle,  
comme il l'assure " aucune partie "  
(De l'Europe ne peut se promettre une  
véritable tranquillité " C'est son in-  
tervention, qui achève la crise ; ce  
sont ses bons-offices qui la rendent  
incurable ; et, si l'Europe ne peut  
plus en sortir que par de longues  
et cruelles convulsions, ou par  
quelque dénouement violent, plus  
redoutable encore que les maux  
qui l'écrasent, elle doit s'en pren-  
(dre à l'aveugle présomption, à la

29  
128  
l'égèreté coupable, à l'extravagance  
ou à la perversité des auteurs de  
cette Déclaration.

Dans tout ceci nous considérons  
la paix entre l'Angleterre et la  
France, telle qu'elle est considérée  
par la masse des contemporains  
comme un événement heureux et de-  
sirable. Nous serions d'un avis  
tout-opposé, et notre raisonnement  
sur la conduite de la Russie n'en  
perdrait rien de sa force. Cependant  
nous ne terminerons pas cet écrit, sans  
avoir fait sur cette grande question

nôtre avis bien clair et sincère. Nous  
 croyons en effet, que dans l'état, où  
 tout est réduit, un intervalle de  
 paix maritime — si le Gouvernement  
Anglois peut l'obtenir sans compro-  
mettre les bases de son existence  
 seroit également avantageux à l'An-  
 gleterre et au Continent; et nous  
 déplorons par conséquent de bon cœur,  
 la frénésie, qui a dicté ce Manifeste.  
 Il y en a dans le petit nombre de  
 ceux, dont nous respectons les prin-  
 cipes et les lumières, qui en pensent  
 autrement que nous sur cet article;

et qui ne venaient dans cette paix ma-  
ritime que la consommation de la  
ruine générale. Si nous pouvions  
exposer ici les motifs particuliers  
qui nous ont conduits à notre ma-  
nière de voir, peut-être que d'accord  
avec nous sur les bases du raison-  
nement, ils en adopteraient aussi le  
résultat; mais cet objet est trop  
grand pour être traité en forme.  
D'épilogue. — Toutefois nous nous  
garderons bien, de parler avec le  
Cabinet de St. Pétersbourg, des  
"bienfaits inappréciables" de cette

paix, Dussent ils même, comme il,  
 ajoute sagement; "s'étendre, pour  
ainsi dire, à toute la terre." Autre-  
 fois il pourroit être permis de van-  
 ter les bienfaits de la paix. Mais  
 il faut avoir l'esprit bien pauvre,  
 et l'âme bien étroite et bien com-  
 mune pour envisager la paix au-  
 jourd'hui, autrement que comme une  
 ressource forcée, comme un palliatif  
 amer, comme un point de repos  
 indispensable pour se préparer à de  
 nouveaux combats. Il n'y a plus  
 de paix pour l'Europe, que celle

De l'esclavage et des lombreaux . Et  
 elle la même ne peut point être  
 durable . Non ! Non ! la lâcheté  
 criminelle , avec laquelle nous avons  
 nu tomber dans l'espace de quelques  
 années tout ce qui donnait un prix  
 à notre existence , ne sera pas  
 expiée à si peu de frais . Les  
 orages doivent succéder aux orages ;  
 les bouleversements doivent appeler  
 les bouleversements ; et le corps so-  
 cial , attaqué d'un désordre mor-  
 tel doit être secouru et purifié  
 jusqu'aux entrailles , avant que



742.  
la véritable paix, précédée, comme  
elle doit l'être toujours, d'un juste  
équilibre entre les forces, du courage  
et du pouvoir de résister à la tyran-  
nie, de la justice, de l'ordre, et de  
la liberté publique, ramènera le  
bonheur sur la terre.

---

## Supplément

Les observations précédentes a-  
voient été écrites dans la première  
partie du Mois de Décembre. Ce  
n'est que cinq semaines plus tard,  
que l'auteur a lu la Déclaration  
de Sa Majesté Britannique,  
en réponse au Manifeste de la  
Russie.

Cette pièce n'a pas besoin  
de nos éloges. Quelque soit l'ascendant

74  
De la tyrannie, et la stupeur gé-  
nérale. De l'Europe, il y reste, et il y  
restera toujours un certain nombre  
de personnes, que la solidité et la  
force des arguments, la précision dans  
la défense, la mesure dans la récrimi-  
nation, la dignité de ton et de langage,  
que tout respire dans cette déclaration,  
attacheront de nouveau à un gouverne-  
ment, qui n'a jamais connu d'autre  
guerre diplomatique, que celle d'opposer  
la simple vérité au sophisme, à l'arti-  
fice et à la calomnie, le calme aux  
accès de la fureur, une noblesse, une

modération inaltérable aux invectives  
les plus sanglantes de l'ennemi.

Ceux qui après avoir lu cette  
Déclaration voudroient encore s'occu-  
per de nos remarques et les comparer  
à la réponse officielle, s'apercevront  
dans une quantité de passages, d'une  
analogie, ou - si nous ôsons nous  
servir de ce terme d'une affinité  
assez frappante entre la marche de  
notre raisonnement, et celle que le  
Cabinet Britannique a adoptée.  
Ce n'est pas par amour-propre, ou  
par présomption, que nous indiquons

74  
276  
un rapprochement aussi flatteur ; c'est  
parce qu'il nous parait d'un bon au-  
gure pour la cause et pour le tri-  
omphe final de la vérité, que des ob-  
servations rédigées à une grande dis-  
tance de Londres, sur des données né-  
cessairement imparfaites, et sans  
aucune espèce de communication et  
de concert, s'accordent d'une manière  
aussi exacte, quelque fois presque  
littérale, avec le texte d'un Mani-  
feste solennel, appuyé sur les bases  
les plus authentiques. Nous ne vi-  
terons point en détail les différents

27  
483

articles de la déclaration), où cette analogie d'argumens est le plus sensible; mais il nous paroît utile et essentiel de relever ici ceux qui conformément d'une manière positive les réponses plus ou moins conjecturales, par lesquelles nous avions provisoirement combattu quelques uns des principaux chefs d'accusation.

Nous avions dit (Observ. V. p. 47.) par rapport aux prétendues vexations exercées par l'Angleterre contre le commerce des Sujets Russes, "Que nous osons affirmer d'avance, que"



lorsque ce grief serait dûment examiné,  
 il se réduiroit à si peu de chose, que  
 peut-être ses auteurs eux-mêmes auroient  
 honte de l'avoir articulé. — Voici ce  
 qu'en dit la déclaration: "La vexation  
 du Commerce Russe par la Grande-Bre-  
 tagne n'est qu'un reproche imagi-  
nair. Après des recherches faites par  
ordre de Sa Majesté dans les archives  
de la cour de l'amirauté, on n'a pu  
découvrir qu'un seul exemple de condam-  
nation d'un bâtiment véritablement,  
Russe pendant le cours de la guerre  
actuelle; et ce bâtiment avoit porté

39  
121

des munitions navales dans un port de  
l'ennemi commun. Il existe peu d'exem-  
ples de bâtimens Russes détenus, et on ne  
voit dans aucun cas, que justice ait  
été refusée aux parties qui ont réguliè-  
rement réclamé contre une telle détention."

Nous avions dit (Obs. VI. p. 74.) "que,  
quand on connoitroit à fond l'histoire  
de cette médiation de la Russie, offerte à  
l'Angleterre après la paix de Silsby  
on verroit alors, si les propositions de  
l'Empereur auroient été traitées avec  
dédain; et repoussées sans modification.  
— La déclaration officielle confirme

nos sentimens, et éclaircit cet objet,  
 de la manière la plus satisfaisante.  
 En voici les termes : "Sa<sup>e</sup> Majesté n'a  
point refusé la médiation de l'Em<sup>pe</sup>  
pereur de Russie, quoiqu'elle offrit  
 accompagnée de circonstances, qui au-  
 roient pu justifier son refus. Ses  
 articles du traité de Tilsit ne furent  
 point communiqués à Sa<sup>e</sup> Majesté,  
 et particulièrement l'article en vertu  
 duquel la médiation étoit proposée, et  
 qui prescriroit un tems limité pour  
 le retour de la réponse de Sa<sup>e</sup> Majesté  
 à cette proposition; cependant celle

réponse ne fut pas un refus ; elle ne fut  
qu'une acceptation conditionnelle. \* Les  
conditions requises par Sa Majesté  
furent — une exposition des bases sur  
lesquelles l'ennemi étoit disposé à  
traiter — et la communication des

\* Les feuilles publiques viennent de répandre la réponse de elle.

Ennuy aux premières ouvertures de la Russie concernant cette médiation.

Les canaux par lesquels nous est venue cette pièce sont trop impurs, et  
elle a trop l'air d'être estropiée. Dans quelques parties essentielles, pour  
que nous puissions nous y fier absolument. Mais cela ne nous empêche  
pas de juger du fond de la chose ; et celui-là est entièrement conforme au  
passage ci-dessus cité de la déclaration.

282  
articles de la paix de Tilsit. La première  
de ces conditions étoit précisément la même,  
que l'Empereur de Russie, avoit à peine  
quatre mois auparavant jointe à sa propre  
acceptation de la médiation offerte par Sa  
Majesté l'Empereur d'Autriche. Sa  
Majesté avoit le droit d'exiger la seconde,  
en sa qualité d'Allié de Sa Majesté Impé-  
riale et il auroit été souverainement  
imprévoyant de l'omettre, lorsque le Roi  
étoit invité à confier à Sa Majesté  
Impériale le soin de son honneur et  
de ses intérêts. — Il n'est pas possible  
d'ajouter la moindre chose au poids de



cette explication ; et après avoir abjuré la  
bonne foi, il faudroit encore abjurer le  
bon sens pour ne pas en reconnoître la  
force, la sagesse, et la justice. \*

• Nous avons dit (observ. VII. p. 77) "qu'il  
étoit assez malheureux pour l'intérêt général

\* Et cependant on a pu se l'effronterie jusqu'à dire dans le Moni-  
teur en parlant de cette même explication "Le sophisme et l'hypocrisie  
augmentent encore le sentiment de dégoût qu'on éprouve en lisant de telles  
absurdités." Il n'y a qu'une réplique à un langage pareil ; c'est celle qui  
devroit retentir aujourd'hui dans tous les coins de l'Europe. "Quousque  
tandem, Catilina, abutere patientia nostra. ? "



237  
de l'Europe, que les Souverains du Con-  
tinent eussent obligé le Gouvernement,  
Anglois d'appliquer à un objet particu-  
lier ( l'expédition contre Copenhague ) les  
forces rassemblées et organisées pour se-  
conder des opérations communes. " Nous  
avons dit et prouvé dans la suite de cette  
même observation " que les conférences de  
Tilsit avoient été le seul et unique mo-  
tif de cette expédition. " La Déclaration  
du Roi d'Angleterre correspond exactement  
à ces observations. " La démarche fatale  
de l'Empereur — y est-il dit — est arrivée  
au moment même " où Sa Majesté étoit

en effet préparée à employer pour le but,  
commun de la guerre les forces qu'après  
 la paix de Tilsit Elle s'est vue dans la  
nécessité d'employer pour déconcerter une  
combinaison dirigée contre ses propres in-  
terêts et contre sa sécurité immédiate.  
 — Et en parlant de l'affaire de Coppen-  
 hague : " Ce n'est pas à ceux qui ont  
 été parties aux arrangements secrets  
 de Tilsit de demander satisfaction pour  
 une mesure à laquelle ces arrangements  
ont donné lieu, et par laquelle un  
 des objets de ces arrangements a été  
 heureusement déjoué. "

256  
Nous avons soutenu et prouvé (lts. A.)  
"que la prétendue inviolabilité de la  
Baltique étoit une chimère." La  
Déclaration du Roi soutient les mêmes  
principes. Comme on ne peut pas tout  
dire dans une pièce pareille, nous  
croyons même que les argumens dont  
nous nous sommes servis, vont encore  
plus loin, que ceux de la déclaration,  
puisque' ils tendent à prouver " que  
quand même le Gouvernement Anglois  
aurait voulu reconnaître cette prétention  
arbitraire, elle ne pourroit jamais  
s'appliquer à un état de choses amené

par des discussions directes entre l'Angle-  
terre et l'une ou l'autre des puissances  
de la Baltique elles mêmes. ”

“ Nous avons cru pouvoir avancer  
hardiment (obs. X p. 162. sq.) ” que les  
ouvertures pacifiques adressées par l'An-  
gleterre au Prince Royal du Dan-  
marc n'ont pu être ni insidieuses, ni  
outrageantes — et que ce ne seroit point  
l'intérêt réel du Danemark qui en  
auroit suggéré le refus. ” — La  
Déclaration de Sa Majesté Britannique  
nous fournit sur cet article des ren-  
seignemens trop positifs, pour qu'il

soit possible d'en douter. Elle Dit :  
"Sa Majesté ne peut pas concevoir ,  
qu'en proposant au Prince Royal,  
des conditions de paix telles que la  
guerre la plus heureuse de la part du  
Danemark pourroit à-peine les lui  
avoir fait obtenir, Sa Majesté s'ex-  
poseit à l'impulation, soit d'exaspe-  
rer le ressentiment, soit d'outrager  
la dignité du Danemark. " \*

---

\*.  
Dans une note, ajoutée à ce passage, le Moniteur va  
faire juger l'Europe, si ces conditions étoient en effet telles qu'on les  
dit. "L'Angleterre demandoit : 1. Que la marine Danoise



Enfin nous avons été persuadés que, quelque fût la manière de voir ou de sentir de l'Empereur de Russie sur les événements de Copenhague — tous les grands motifs réunis lui prescriraient de ne pas refuser l'interposition de ses bons offices

---

restait en dépôt jusqu'à la paix. 2. Que le juste repentiment de l'outrage (notez bien que c'est l'Angleterre, qui doit s'être exprimée ainsi !) "fit place à des sentimens d'amitié". 3. Que les armées Danoises pressent parli contre la France et fissent la guerre contre l'Angleterre." Et après cela — les politesses d'usage ! — On ne conçoit pas, comment ceux-mêmes qui ne ménagent plus rien pouvaient jusqu'à ce point braver le sens commun et insulter à la crédulité publique. Un enfant doit



entre l'Angleterre et le Danemarck ,  
lorsque le Ministère Anglois la lui  
demandoit " — et nous croyons avoir justi-  
fié cette opinion (Obs. X. p. 168. 87) La  
Déclaration de Sa Majesté Britannique a  
traité ce point important avec une force et

---

s'appercevoir que si tant est, que l'Angleterre ait proposé ces trois articles, ils ne  
contenaient que ce que l'on demandoit au Danemarck et pas un mot de  
ce qu'on auroit voulu lui promettre. Il est donc évident, et palpable,  
que les ouvertures du Gouvernement Anglois ne pouvoient pas se ré-  
duire à ces conditions, et qu'on se moque de l'Europe en lui offrant  
de si faibles parcsilles.

une supériorité particulière. Voici dans  
quels termes elle en parle : " Tandis qu'on  
présente comme motif du juste ressentiment  
de Sa Majesté Impériale le refus  
de la médiation de l'Empereur de Russie  
entre la Grande Bretagne et la France,  
la demande que fait Sa Majesté de cette  
même médiation pour le rétablissement  
de la paix entre la Grande Bretagne et  
le Danemarck, est représentée comme une  
insulte, que les bornes de la modération  
de Sa Majesté Impériale ne lui  
permettent pas d'endurer. " — Et  
pourtant " jusqu'à la publication de

la déclaration Russe, Sa Majesté  
n'avait aucune raison de soupçonner  
que, quelque pût être l'opinion de  
l'Empereur de Russie sur les évé-  
nements de Copenhague, elle put  
empêcher Sa Majesté Impériale  
de se charger à la demande de  
la Grande Bretagne, de ce même  
rôle de médiateur, qu'Elle rem-  
plissoit avec tant d'empressement  
en faveur de la France. — Certes  
il faut quelque-chose de  
plus qu'un mauvais  
dilemme du Moniteur pour battre-

en brèche Des raisonnemens de  
cette nature. \* ,

---

\* , On a eu s'être rendu bien for-  
midable , en attaquant le Gouvernement Anglois par l'ar-  
mée ; sur lequel on revient sans cesse : " L'Angle-  
terre voulait que la Russie s'interposât entre elle et le Dane-  
marc ; et cependant elle déclare , qu'elle n'a fait violence au  
Danemarck , quo pour se garantir des engagements secrets con-  
clus à Tilsit par l'Empereur de Russie . " Il n'y a cepen-  
dant rien de contradictoire dans cette conduite . " Sa Majesté  
n'ignorait pas " dit la déclaration . Qu'il annule la nature  
des engagements auxquels la Russie a été forcée de souscrire à  
Tilsit ; mais elle espérait que Sa Majesté Impériale , en

La conclusion de la réponse de Sa  
Majesté Britannique contraste avec  
celle de la déclaration Russe d'une ma-  
nière qui doit saisir tout le monde.

---

réfléchissant sur les effets que cette malheureuse négocia-  
tion devoit produire pour les intérêts et la gloire de l'Empire  
Russe, cherchoit à se soustraire aux nouvelles raisons  
qu'Elle avoit adoptées etc. etc. " C'est sur cet espoir qu'étoient  
fondées les démarches que les Ministres Anglois firent auprès  
de l'Empereur de Russie jusqu'au moment de la rupture dé-  
clarée; et cet espoir — ne sera jugé ni reprochable, ni tant  
à fait chimérique par ceux qui connoissent les personnes  
au caractère desquelles il se rapportoit.



Pendant que le Cabinet de St. Petersbourg a entassé difficulté sur difficulté, et attaché le rétablissement de la paix aux conditions les plus extravagantes, le Roi d'Angleterre déclare, que les négociations de paix avec la Russie ne seront ni difficiles ni compliquées, et que tout ce qu'il demandera à cette puissance sera "de revenir aux anciens sentiments d'amitié pour la Grande Bretagne et à une juste considération de ses propres intérêts." — Au défaut de tout autre argument ces lignes auroient suffi pour pulvériser.



Le Manifeste de la Russie .

\*

\*

\*

La Déclaration du Roi d'Angle-  
terre nous a été gracieusement  
communiquée par la feuille offi-  
cielle du Gouvernement Français;  
perdue dans une grêle de philip-  
piques qui égalent ou surpassent ex-  
fécrocité tout ce que l'on connoit.  
De plus révoltant dans ce genre .  
De même, qu'en fait de calamités

physiques l'homme s'accoutume avec  
 le tems aux fléaux les plus épouvan-  
 tables de la nature, aux ouragans de  
 la Zone torride, aux tremblemens de  
 terre, à la peste, — l'habitude,  
 l'impuissance de résister, le désespoir,  
 le portent à se familiariser peu-à-peu  
 avec les désordres les plus monstru-  
 eux dans le régime politique et moral.  
 Lorsqu'après la clôture des scènes  
 révolutionnaires, et le rétablissement  
 tant vanté d'un Gouvernement  
 régulier en France, lorsqu'au  
 moment même d'une prétendue

paix générale, on vit reparaître  
ces diatribes officielles ( et plus  
qu'officielles, puisque' elles sortent di-  
rectement du Cabinet de l'homme  
tout-puissant ) toute l'Europe re-  
cula d'effroi ; elle crut lire dans  
ces affreuses confidences l'avant-pro-  
pos d'une nouvelle révolution sur  
un théâtre plus vaste que celui de  
la première ; et en effet elle ne  
s'étoit pas trompée . Mais à mesure  
que tout ce qu'il y avoit de plus re-  
 doutable, s'est réalisé et consommé  
sous nos yeux, les déclamations

209.  
144

furibondes du Moniteur ont perdu,  
une partie de leurs terreurs; on ne  
les regarde aujourd'hui que comme une  
espèce de musique funéraire, accom-  
pagnant au tombeau les faibles restes  
de l'ancien système de l'Europe.  
Et depuis que le Continent est sou-  
mis, ce fameux instrument de colère  
ne s'exerce presque plus que contre  
le Gouvernement Anglois.

Combattre ces cruelles rapsodies  
avec les armes de l'analyse et du  
raisonnement, seroit une tentative  
Déraisonnable. Comment réfuter.

ce qui ne peut pas être discuté ? —  
Comment répondre à un délire per-  
pétuel ?

Comment entrer en lice avec  
un homme, qui sortient dans des  
articles officiels : — " Que la cam-  
pagne de 1805 étoit, en principe  
et en détail, l'ouvrage de la fac-  
tion que le Gouvernement Anglois  
avoit à Vienne ; — Que c'est pour  
l'Angleterre et pour elle seule, que  
la Russie et l'Autriche ont fait  
la guerre ; — Que la Russie ne  
devoit rien à la Prusse, et que ce



n'ait pas pour elle, qu'elle se porta  
sur la Vistule à la fin de 1806; —  
Que l'expédition d'Egypte n'ait rien  
de commun avec la guerre contre les  
Turcs, dans laquelle l'Angleterre  
avait engagé la Russie; — Que  
le plus grand combat naval n'équi-  
vaut pas à une escarmouche de terre;  
et que l'Angleterre ne rentrera  
dans l'estime de l'Europe, que  
quand elle se présentera en front de  
bandière avec 80,000 hommes; —  
Que le Cabinet de Londres avait



172  
insinué \* à la Prusse, que la  
France vouloit rendre le Hanovre  
au Roi d'Angleterre; — Que le  
traité De Tilsit n'a pas fixé de  
tems pour l'évacuation des pro-  
vinces Prussiennes, \* — Que la  
France, si elle dominoit les mers,  
protégeroit même les propriétés  
appartenantes aux sujets de ses enne-  
mis; — Que pour preuve de l'esprit

---

\* Voir les Pièces Officielles publiées à Londres sur la négociation de 1806.

\* Voir l'article 28 Du traité avec la Prusse, et  
la convention <sup>(Additionnelle)</sup> basée sur cet article.

272.  
196  
se,  
libéralité et de civilisation, qui règne  
en France, les Français, en traitant,  
avec leurs ennemis, changent les gou-  
vernemens coupables de s'être unis à  
l'Angleterre contre les intérêts du  
Continent; — Que les relations dans  
lesquelles la Russie se trouveroit avec  
l'Angleterre ont ruiné l'industrie  
et le commerce de la Russie, et que  
leur traité de commerce équivaloit,  
pour cette dernière puissance, au fléau  
d'une gelée perpétuelle; — Enfin,  
que cette même déclaration de l'An-  
gleterre (qu'on n'osoit pourtant pas

cacher à l'Europe et que tout le monde va lire et juger) — trahit  
 " la grossière insolence d'un club  
oligarche, qui ne respecte rien,  
 et qui, au défaut de bonnes raisons,  
 a recours à des imputations calom-  
nieuses, et à des sarcasmes outr-  
ageans. " — Pour ne pas accumuler  
 les citations nous n'avons pris dans  
 cette riche récolte que ce qui nous  
 a frappé du premier abord.

Mais au milieu de ces extra-  
 vagances, deux articles ou deux  
 classes d'articles méritent une

275.  
147

attention particulière ; ceux qui ont  
pour but de nier les engagements se-  
crets de Tilsit ; et ceux qui traitent  
des droits maritimes.

1. Un voile épais couvrant  
encore aux yeux du public une  
grande partie des transactions de  
Tilsit. Nous sommes hors d'état  
de déterminer par quelles voies, et  
jusqu'à quel point le Gouvernement  
Anglois est parvenu à percer ce voile.  
Mais nous n'avons pas besoin de le  
savoir, pour apprécier les assertions  
du *Moniteur*. Les termes dont il se

sert en parlant Des engagements secrets  
 de Tilsit, sont pour nous une preuve  
 tout-à-fait concluante, non seulement  
 de l'existence de ces engagements, mais  
 aussi du droit de l'Angleterre d'en  
 exiger la communication. Le  
 Moniteur se dit autorisé à déclarer:  
 "qu'il n'a été pris pendant les con-  
 férences de Tilsit, aucun engagement  
secret dont l'Angleterre puisse se  
plaindre et qui la concerne en aucune  
manière." Ce désaveu est répété  
 trois ou quatre fois, mais toujours  
 avec la même restriction, que rien



177  
148

n'a été signé à Tilsit qui fut con-  
traire à l'intérêt de l'Angleterre ;  
On voit bien, que le noeud de la  
question est absolument dans cette  
dernière clause. On ne nie pas les  
arrangemens secrets, on nie seule-  
ment qu'ils intéressaient l'Angle-  
terre. — Or nous connaissons effec-  
tivement aujourd'hui un article de ces  
engagemens secrets ; et cet article  
seul est plus que suffisant pour  
donner le démenti au Moniteur.  
Cet article est la cession des Isles  
Ionniennes, dont les stipulations



272  
patentes du traité de Tilsit ne parlent  
point, et qui vient d'être exécutée,  
au grand scandale de l'Europe. Cet  
article intéresse-t-il l'Angleterre,  
ou ne l'intéresse-t-il pas? Le Gouver-  
nement Français n'a plus le  
choix de la réponse. Pour soutenir  
sa thèse, il est forcé de dire, que cette  
cession opérée par un arrangement  
secret, ne fait rien aux intérêts de  
l'Angleterre. Mais une absurdité  
pareille, une fois avancée, nous  
savons à quoi nous en tenir sur la  
nature de ces articles secrets. Si

149  
l'occupation de Corfou &c. &c. pour les  
Français n'est pas un acte qui con,  
cerne le Gouvernement Anglois, il  
est clair, qu'aucune stipulation  
quelconque, moindre que celle, dont  
l'invasion des Isles Britanniques  
seroit l'objet direct et formel, ne sera  
du ressort de ce Gouvernement. Ainsi  
des arrangements secrets sur le sort fu-  
ture de la Sicile, ou sur le démem-  
brement de l'Empire Turc, ou sur  
une nouvelle réduction de la Pologne,  
ou sur la réunion des villes anacéatiques  
avec la France, ou sur l'expulsion de

280.  
Roi de Suède de la Finlande, ou enfin  
(pour toucher le point critique) sur  
l'établissement d'une garnison  
Française à Copenhague — se trou-  
veront d'après les principes de Bonna-  
parte, au nombre de ceux que l'An-  
gloterre doit respectueusement ignorer.  
Si tel est le sens de ces dénégations —  
et il est évident, qu'elles ne peuvent  
pas en avoir d'autres — la France  
et la Russie ont pu signer à Tilsit  
un traité secret, par lequel elles  
partageraient la totalité du Con-  
tinent de l'Europe, et provisoirement.

l'Asie et l'Afrique, et le Monde  
n'en prétend pas moins, que le Gouver-  
nement Anglois n'étoit point au-  
toisé, ni à se plaindre d'un arran-  
gement pareil, ni même à en demander  
connoissance!

2. La manière dont on parle  
dans ces notes sur la question des  
droits maritimes doit avoir excessive-  
ment frappé ceux qui suivent avec  
attention la marche de ce grand débat.  
Voici les expressions remarquables de la  
note 7<sup>me</sup> et dernière: "Les puissances  
du Continent proclament de nouveau

avec l'Empereur de Russie, les prin-  
cipes de la neutralité armée ; Vous  
Vous proclamez de nouveau les prin-  
cipes de Vos lois maritimes. Eh bien !  
cette opposition de principes ne sera  
point un obstacle à la paix . Ils  
ne sont de part et d'autre d'aucun  
effet en tous de paix ; ils ne trouvent  
leur application que quand Vous  
êtes en guerre avec une puissance  
maritime. — Les circonstances  
où Vous Vous trouverez alors, déci-  
deront la conduite que Vous tiendrez.  
— Les puissances du Continent,



154

en proclamant de nouveaux vé. vé. ne  
sont autre chose qu'énoncer les  
maximes, qu'elles se proposent,  
d'adopter, dans la prochaine guerre  
maritime. — Le Continent n'a  
aucun intérêt à exiger de Vous  
à cet égard ni des déclarations ni  
des renonciations; — Vous n'en  
exigerez point des puissances du Conti-  
nent; il n'y a donc aucune ques-  
tion à discuter, aucune difficulté  
à résoudre; il n'y a donc rien qui  
puisse retarder d'un jour les  
bienfaits de la paix. ”



284  
Nous nous empressons d'observer  
D'abord que cet article (quelques  
complimens d'étiquette pour l'Angleterre,  
que nous n'avons pas  
copiés, à part) est non seulement  
l'unique de la collection qu'on  
lise avec un certain intérêt, mais  
encore la seule chose raisonnable,  
qui ait été publiée en France des  
puis longues années au sujet de  
la législation maritime. Sans  
doute, que les principes et les pré-  
sentions, avancées de part et d'au-  
tre relativement aux droits du,

152

parillon neutre, " n'ont aucun ef-  
fet en temps de paix; " sans doute  
qu'un des obstacles majeurs à une  
négociation entre la France et  
l'Angleterre disparoit du moment  
que l'on se propose " de ne deman-  
der ni déclaration, ni renonciation "  
sur un point aussi difficile à  
régler. Il est vrai (comme nous  
l'avons remarqué dans notre  
**XVI.<sup>me</sup>** Observation p. 231. sq.) que  
ce point avoit été passé sous  
silence dans toutes les négociations  
entre les deux états qui ont eu lieu

Depuis la révolution ; mais après  
les mesures violentes que nous a-  
vons vu prendre. Depuis six mois,  
après la déclaration de la Russie,  
et après les ton même de chacune  
des notes qui précèdent cette singu-  
lière palinodie, nous n'étions cer-  
tainement pas autorisés à nous at-  
tendre à des explications et à des  
insinuations qui, pour peu qu'elles  
soient sincères, doivent essentielle-  
ment faciliter la paix.

Mais que devient donc la li-  
berté des mers ? Que devient "cette

281  
175

cause sacrée, " sous les drapeaux  
de laquelle on a envahi le Continent  
tout entier, dont le triomphe doit  
payer tant de sacrifices, et compenser  
tant de souffrances ? — Elle n'est  
rien — ils en conviennent enfin  
eux mêmes — elle n'est rien, cette  
cause en termes de paix ; jamais  
on n'a pu accuser l'Angleterre de  
s'être prévalu, il est de sa prépa-  
ration navale contre la navigation  
ou le commerce d'aucun peuple  
de la terre ; cette prétendue tyran-  
nie, qu'on lui reproche ne s'applique

qu'aux guerres maritimes ; elle  
 ne consiste , elle n'a jamais con-  
 sisté , que dans le maintien de  
 quelques principes , établis pour  
limiter les avantages , toujours  
 encore immenses de la neutralité .  
 Aussi-tôt donc que l'on aban-  
 donne la question des limites  
 du droit du pavillon neutre ,  
 aussi-tôt qu'on la lègue , telle  
 qu'elle est " à la prochaine guerre  
maritime , " qu'on renonce à toute  
renonciation , qu'on déclare qu'il  
 n'y a rien dans cette affaire " qui



puisse retarder d'un jour les bienfaits  
 de la paix " — la soi-disante  
liberté des mers, qui n'a jamais  
été autre chose que cette question,  
 est congédée, expédiée, et enterrée;  
 et les cents Millions de Dupes du  
 Continent (y compris les Phi-  
 losophes et les Ministres) qui en  
 attendaient le retour de l'âge...  
 D'où, en sort, comme de raison,  
 pour tout ce qu'ils ont immolé  
 à ce phantôme ! — Et ce pendant  
 devant la même feuille du Moni-  
 teur qui annonce cette résignation



245  
mémorable, retentit encore des  
mêmes projets, des mêmes menaces,  
des mêmes engagements magnifiques,  
dont le bruit nous assourdait depuis  
tant d'années. Voici entre autres,  
comment il s'exprime (note 19)

"Les Français ont huit cent  
mille hommes sur pied, et ils  
sont prêts à doubler encore leurs  
forces, si cela étoit nécessaire.

--- Ce géant ne posera pas les  
armes - jusqu'à ce qu'il ait  
conquis la liberté des mers, qui  
est son premier droit, et le

27

patrimoine de toutes les nations."

— Ainsi, quelque chose qui arrive,  
on a eu soin de nous fournir davan-  
ce, de quoi confondre le Gouverne-  
ment Français. S'il agit dans  
le sens de la note g, c'est à dire,  
s'il prolonge la guerre pour con-  
quérir la liberté des mers, nous  
lui opposons ses propres aveux ;  
nous lui opposons ce qu'il vient  
de contribuer lui-même à une  
juste définition et estimation  
de ce grand objet de ses efforts.  
S'il agit dans le sens de la note i f,

c'est à dire, s'il travaille à la paix  
 en ajournant la liberté des mers,  
 nous lui rappelons cent volumes  
 de sang et de larmes; nous lui rappelons,  
 avec bien plus de peine, tous les  
 maux qu'il a fait souffrir à  
 l'Europe sous l'infamie prétexte  
 de cette liberté. — En attendant,  
 nous ne craignons pas de dire,  
 qu'une politique plus outrée,  
 plus arbitraire, inconsé-  
 quente, contradictoire et frénétique,  
 que celle qui se manifeste dans ces  
 notes n'a jamais été exposée au

publie, et que, si après une telle  
leçon tous les yeux ne se rouvrent  
pas à la lumière, les ténèbres ne  
se dissiperont plus.

Si les dispositions paci-  
fiques l'emportent, si le système  
de la Rote 17, quelque étrange  
que soit son apparition subite,  
applanissoit les voies à une négocia-  
tion, il est certain, que l'Europe  
se trouveroit délivrée d'une partie  
des funestes effets, que la déclara-  
tion Russe a dû produire. Ce-  
pendant nous n'aurions point à

177 page.  
nous rétracter sur ce que nous lui  
avons attribué à cet égard (Obs. XVI.  
p. 231. seq.) La Russie en annulant  
ses traités avec l'Angleterre, et  
en reproduisant les principes de  
la Neutralité Armée, a fait,  
tout ce qui étoit en son pouvoir  
pour rendre la paix impossible.  
Si le résultat en est moins af-  
fligeant, on le devra — à  
l'interposition de la France !!  
Déjà le Gouvernement Français,  
en prétendant interpréter les  
intentions du Cabinet de St. Pétersbourg,



les Désaroues d'une manière très-  
 intelligible ! Déjà les Ministres  
 de Russie reçoivent des mains  
 du Moniteur des leçons de sagesse  
 et de modération ! — Ce trait-là ne  
 sera point oublié dans l'histoire  
 de ce malheureux Manifeste !

---





EX  
Biblioth. Regia  
Berolinensi.

